



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE
DANS L'UEMOA

Premier trimestre 2012



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Siège - Avenue Abdoulaye FADIGA
BP : 3108 - DAKAR (Sénégal)
Tél. : +221 33 839 05 00
Télécopie : +221 33 823 93 35
Télex : BCEAO 21833 SG /
21815 SG / 21530 SG / 21597 SG
Site internet : <http://www.bceao.int>

Directeur de Publication

Bassambié BATIONO
*Directeur de la Recherche
et de la Statistique*
Email : courriers.drs@bceao.int

Impression :

Imprimerie de la BCEAO
BP : 3108 - DAKAR

NOTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE DANS L'UEMOA ^(*)

Premier trimestre 2012

() Publiée deux mois après la fin du trimestre sous revue.*

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	5
PRINCIPAUX MESSAGES	6
I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	7
1.1 – Activité économique dans le monde	7
1.2 – Prix sur les marchés internationaux de biens et services	8
1.2.1 - Evolution des prix chez les principaux partenaires	8
1.2.2 - Evolution des prix des principales matières premières	8
1.3 – Marchés financiers mondiaux	11
1.3.1 - Taux de change des principales devises	11
1.3.2 - Principaux indicateurs sur les marchés financiers internationaux	11
II - CONJONCTURE INTERNE	12
2.1 – Secteur réel	12
2.1.1 - Activité économique	12
a) <i>Activité industrielle</i>	13
b) <i>Bâtiments et travaux Publics</i>	14
c) <i>Activité commerciale</i>	15
d) <i>Services marchands</i>	16
2.1.2 - Evolution récente de l'inflation et de la compétitivité	17
a) <i>Evolution de l'inflation</i>	17
c) <i>Position concurrentielle de l'Union</i>	21
2.2 – Finances Publiques	22
2.3 – Secteur extérieur	23
2.4 – Secteur monétaire et financier	23
2.4.1 - Evolution de la situation monétaire de l'Union	23
2.4.2 - Evolution du marché monétaire	24
2.4.3 - Evolution des conditions de banque dans l'Union	25
2.4.4 - Evolution du marché financier	27
2.4.5 - Evolution des conditions monétaires	28
III – PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES	29
3.1 – Perspectives économiques mondiales	29
3.2 – Perspectives économiques internes	30
3.3 – Perspectives d'inflation et de compétitivité	31
ANNEXES	33

AVANT-PROPOS

La note trimestrielle de conjoncture de la BCEAO a pour ambition de présenter au public, la perception de la Banque Centrale relative aux grandes tendances économiques et monétaires dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), à savoir le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

La note est centrée sur l'analyse des principaux indicateurs de conjoncture aux plans interne et international. Les informations sur la conjoncture interne sont essentiellement collectées sur la base d'enquêtes réalisées par la BCEAO. Les tendances économiques lourdes, découlant des anticipations des opérateurs économiques, sont également évoquées.

La note trimestrielle de conjoncture de la BCEAO contribue au renforcement de la diffusion de l'information économique dans les pays de l'UEMOA. La Banque Centrale accueillera favorablement toutes les observations et suggestions susceptibles d'en améliorer la qualité.

Le Directeur de Publication

POINTS SAILLANTS AU PREMIER TRIMESTRE 2012

La conjoncture économique internationale a été marquée par une amélioration globale de l'activité économique dans les pays avancés, nonobstant l'impact de la crise de la dette souveraine dans les pays de la Zone euro.

L'orientation favorable de la conjoncture économique dans l'Union, au premier trimestre 2012 a été impulsée par le dynamisme du commerce (+2,2%) et des services (+3,7%). L'indice de la production industrielle a enregistré une hausse de 0,7% en glissement annuel au premier trimestre 2012. L'indice du chiffre d'affaires, pour sa part, s'est accru de 20,8%, en glissement annuel, au cours de la période sous revue.

Le taux d'inflation dans l'UEMOA, en glissement annuel, est ressorti à 2,5% à fin mars 2012, stable par rapport à son niveau de décembre 2011. Cette progression des prix est liée aux tensions sur les prix des céréales, en rapport avec la baisse de la production céréalière de la campagne agricole 2011/2012 et à l'impact de la hausse des cours du pétrole.

La position concurrentielle de l'Union, appréciée à partir de l'indice du taux de change effectif réel (TCER), indique, en glissement annuel, un gain de compétitivité de 1,9% au premier trimestre 2012, après celui de 0,4% enregistré le trimestre précédent. Cette évolution est en liaison avec le différentiel d'inflation favorable à l'Union par rapport à ses principaux partenaires.

Les conditions monétaires dans l'Union se sont durcies, l'indice ayant progressé de 0,9%, en glissement annuel. Cette évolution résulte essentiellement de la hausse du taux d'intérêt sur le marché interbancaire.

Au plan de la **politique monétaire**, la BCEAO a continué de soutenir les établissements de crédit à travers l'offre de liquidités dans le cadre de ses adjudications régionales. Une baisse des taux a été observée sur le marché des adjudications, tandis qu'une hausse est relevée sur le marché interbancaire.

Les conditions de banque ont été marquées par une baisse des taux d'intérêt débiteurs au niveau de l'Union au premier trimestre 2012. Hors prêts au personnel des banques, charges et taxes, le taux d'intérêt débiteur moyen s'est situé à 8,26% au premier trimestre 2012 contre 8,58% au trimestre précédent.

En perspective, sur le deuxième trimestre 2012, la progression des prix serait de 1,9% contre 2,5% au premier trimestre 2012. Le niveau plus bas de l'inflation au deuxième trimestre s'expliquerait par un effet de base lié à la forte hausse des prix au second trimestre 2011 en Côte d'Ivoire, ainsi que l'incidence des mesures prises par les Etats contre la vie chère.

I – ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1 – Activité économique dans le monde

Amélioration globale de l'activité dans les pays avancés.

La conjoncture économique internationale au premier trimestre 2012 est marquée par une amélioration globale de l'activité dans les pays avancés, nonobstant l'impact de la crise de la dette souveraine dans les pays de la Zone euro. Elle est également caractérisée par une hausse des prix du pétrole, reflet des tensions géopolitiques qui touchent en particulier l'Iran.

Relance de la croissance économique aux Etats-Unis.

Dans ce contexte, la croissance économique reste contrastée. **Aux Etats-Unis**, les données récentes indiquent un redémarrage de l'activité plus dynamique que prévu, permettant à la croissance américaine de se relancer en 2012. Les prévisions tablent sur un taux de croissance trimestriel de +0,6% en moyenne au premier trimestre 2012. Les créations d'emploi, qui progressent nettement depuis la fin de l'année 2011, et la décision du Gouvernement de prolonger jusqu'à la fin de l'année 2012 l'allègement des charges sociales et les allocations chômage de longue durée, bénéficieraient aux ménages américains. Sur le plan de la politique monétaire, en observant une politique durablement accommodante, la Fed a maintenu ses taux d'intérêt à des niveaux très bas, le taux des fonds fédéraux demeurant compris entre 0 et 0,25%.

Croissance molle en Europe et risque de récession dans certains Etats.

L'activité économique dans la **Zone euro** est notamment marquée par le recours aux mesures non conventionnelles par la BCE, en mettant en œuvre des opérations exceptionnelles de refinancement pour faciliter l'accès des banques à la liquidité. Ainsi, après celle réalisée en décembre 2011, elle a procédé en février 2012 à une deuxième opération de refinancement illimité à échéance de trois (3) ans, et a baissé les exigences sur les critères d'éligibilité en termes d'actifs apportés en garantie dans le cadre de ces opérations. La progression de l'activité économique resterait lente. Elle serait, toutefois, soutenue par une modeste reprise des exportations.

Relance de la croissance économique au Japon.

Au **Japon**, l'investissement public, qui avait été handicapé par la situation politique instable, a bénéficié de la mise en place des trois collectifs budgétaires votés en 2011. Les dépenses d'investissement, en lien avec la reconstruction, devraient permettre au Japon de renouer avec la croissance en 2012. Selon les estimations du FMI, la croissance du Produit intérieur brut ressortirait à 1,7% en 2012 contre une contraction de 0,9% en 2011.

En Chine, la croissance à son plus bas niveau depuis près de trois ans.

En **Chine**, la croissance économique est tombée au premier trimestre 2012 à son plus bas niveau depuis près de trois ans. En effet, selon les chiffres du Bureau national de la statistique, la croissance du produit intérieur brut est ressortie à 8,1%, en rythme annuel, au cours des trois premiers mois de l'année 2012 contre 8,9% au trimestre précédent, du fait d'une baisse des exportations, non compensée par la demande intérieure.

1.2 – Prix sur les marchés internationaux de biens et services

1.2.1 – Evolution des prix chez les principaux partenaires

Persistance des tensions inflationnistes dans les principaux pays partenaires de l'Union.

Une persistance des tensions inflationnistes a été observée dans les principaux pays partenaires de l'UEMOA au premier trimestre 2012, en rapport avec le renchérissement des produits pétroliers. Dans la Zone euro, le taux d'inflation en glissement annuel est ressorti à 2,7% à fin mars 2012, stable par rapport à son niveau de décembre 2011. La hausse des prix est liée essentiellement au renchérissement des transports (4,6%), des boissons alcoolisées et tabac (4,4%) et du logement (4,0%). Aux Etats-Unis, le taux d'inflation en glissement annuel s'est établi à 2,7% à fin mars 2012 contre 3,0% à fin décembre 2011.

Dans les pays environnants de l'Union, une accélération de l'inflation a été enregistrée au Ghana et au Nigeria. Le taux d'inflation en glissement annuel est passé de 8,6% à fin décembre 2011 à 8,8% à fin mars 2012 au Ghana. Il a atteint 11,3% au Nigeria à fin mars 2012 contre 10,3% à fin décembre 2011. Les tensions dans ces pays sont essentiellement imprimées par la hausse des prix des produits pétroliers, notamment au Nigeria où la subvention des prix des carburants par l'Etat a été réduite.

Tableau 1 : Inflation dans les pays partenaires							
	Moyenne (en %)		Glissement annuel (en %)				
	2010	2011	mars- 11	déc-11	janv-12	févr-12	mars-12
Zone euro	1,6	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7
Etats-Unis	1,6	3,2	2,7	3,0	2,9	2,9	2,7
Japon	-0,7	0,0	0,0	-0,2	0,1	0,3	0,5
Ghana	10,8	8,7	9,1	8,6	8,7	8,6	8,8
Nigeria	12,4	10,9	12,8	10,3	12,6	11,9	12,1
UEMOA	1,4	3,9	3,9	2,5	2,3	2,8	2,5

Sources : EUROSTAT, INS, BCEAO.

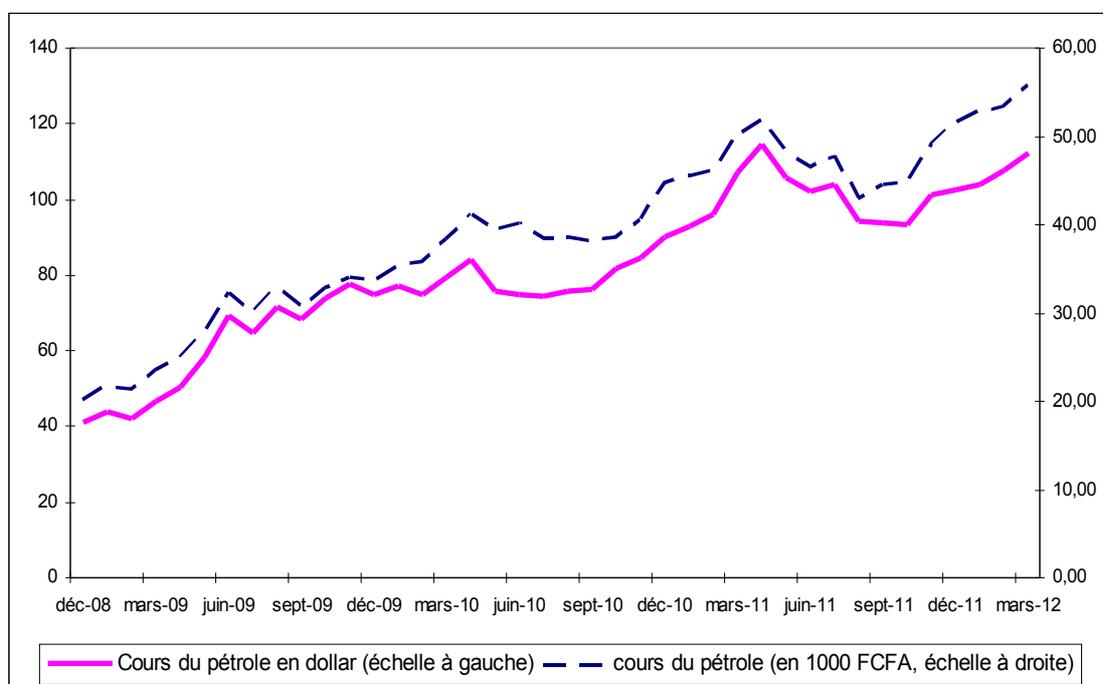
1.2.2 - Evolution des prix des principales matières premières

Hausse des cours du baril de pétrole brut.

Les cours mondiaux du pétrole brut ont poursuivi, au premier trimestre 2012, l'orientation haussière observée au quatrième trimestre 2011. Cette progression reste imprimée par la persistance des risques géopolitiques, notamment en Syrie, au Nigeria, au Soudan et en Iran. Les cours moyens du pétrole brut (WTI, BRENT, DUBAI) se sont établis à 108,0

dollars au premier trimestre 2012 contre 99,1 dollars au trimestre précédent, soit une hausse de 9,0%. Exprimés en franc CFA, les cours du pétrole brut ont augmenté de 11,5% au premier trimestre 2012.

Graphique 1 : Evolution du prix du pétrole brut

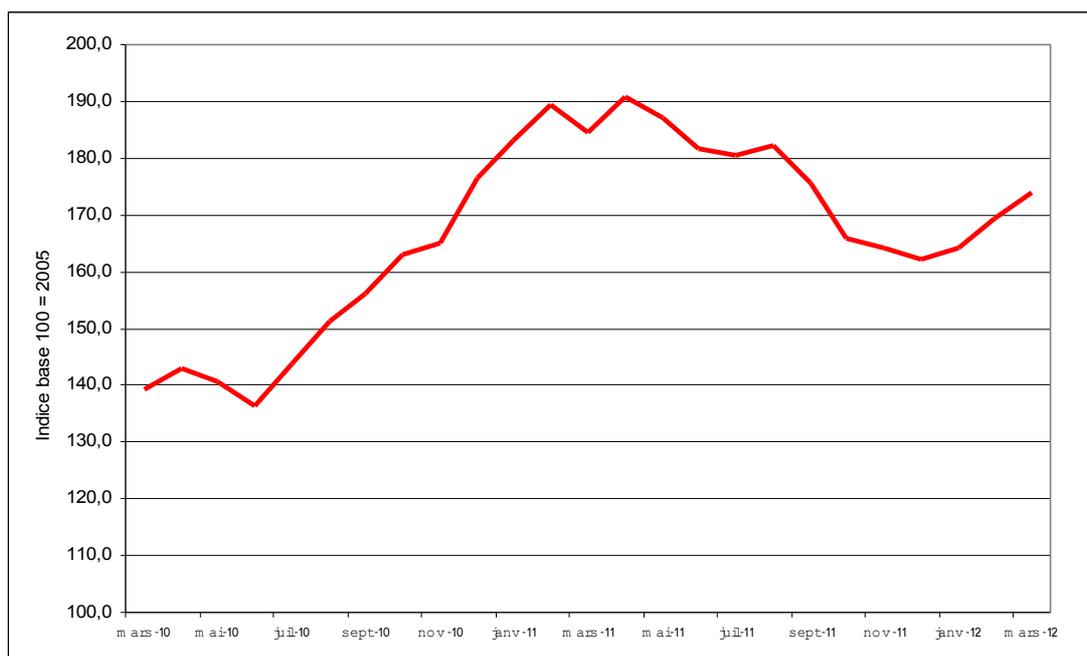


Hausse en variation trimestrielle, des cours internationaux des denrées alimentaires.

Les cours mondiaux des produits alimentaires se sont inscrits en hausse au premier trimestre 2012, rompant ainsi avec l'orientation baissière observée au cours du second semestre 2011. L'indice des prix mondiaux des produits alimentaires, publié par le FMI, a augmenté de 3,1% au premier trimestre 2012 par rapport au trimestre précédent, en rapport notamment avec la remontée des cours du blé (1,7%) et des produits laitiers (12,1%). En revanche, les cours du riz ont baissé de 7,1% au premier trimestre 2012, après les hausses de 14,5% au troisième trimestre 2011 et de 3,1% au quatrième trimestre 2011.

Les cours du blé en baisse depuis juin 2011, en rapport avec les bonnes récoltes enregistrées en 2011 et la levée de l'interdiction des exportations russes, se sont redressées au premier trimestre 2012, en liaison avec des perspectives pessimistes de récoltes, à la suite de la vague de froid qui s'est abattue en 2012 sur les récoltes en Europe et dans la Communauté des Etats Indépendants. En revanche, les cours du riz ont baissé, en rapport avec une demande à l'importation globalement faible au premier trimestre 2012.

Graphique 2 : Evolution de l'indice des produits alimentaires du FMI



Baisse, en variation trimestrielle, des cours du coton et du cacao.

Les cours des principaux produits exportés par l'Union ont été marqués par la poursuite de la baisse des prix internationaux du coton et du cacao. En ce qui concerne le coton, après les niveaux records atteints au premier trimestre 2011, les cours sont orientés à la baisse, en rapport avec l'augmentation de la production (notamment aux Etats-Unis) et le repli de la demande. En glissement annuel, les cours du coton ont perdu plus de la moitié (51,5%) de leur valeur. Pour leur part, la diminution des cours du cacao résulte de la hausse de l'offre sur le marché mondial, en liaison avec la reprise des exportations de la Côte d'Ivoire. Les cours du cacao ont perdu 29,9% de leur valeur, en glissement annuel.

Tableau 2 : Evolution des cours des principaux produits d'exportations de l'UEMOA

		1 T 2011	2 T 2011	3 T 2011	4 T 2011	1 T 2012	Variation trimestrielle	Glissement annuel
Cours du café Robusta	OICC en cents par livre	108,1	118,4	110,4	95,9	98,7	2,9	-8,7
Cours du cacao	OICC en cents par livre	151,5	139,1	138,3	112,2	106,1	-5,4	-29,9
Cours du coton	N.Y. 2è en cents par livre	207,1	180,2	129,6	103,4	100,4	-2,9	-51,5
Cours du caoutchouc	IRA en cents-euro/Kg	394,2	333,3	329,4	275,0	287,5	4,6	-27,1

Sources : Reuters, BCEAO.

1.3 – Marchés financiers mondiaux

1.3.1 - Taux de change des principales devises

Appréciation de l'euro par rapport au dollar et au yen japonais.

Au premier trimestre 2012, la monnaie européenne s'est appréciée vis-à-vis du dollar américain (3,2%) et du yen japonais (9,3%) par rapport au trimestre précédent. En revanche, elle s'est dépréciée face à la livre sterling (-0,2%).

	Cours au 31/03/2012	Cours au 31/12/2011	Cours au 31/03/2011	Variation trimestrielle	Glissement annuel	Variation sur 2012 *	Variation sur 2011
EURO en DOLLAR US	1,3356	1,2939	1,3692	3,2	-2,5	3,2	-3,2
EURO en LIVRE STERLING	0,8339	0,8353	0,8609	-0,2	-3,1	-0,2	-3
EURO en YEN JAPONAIS	109,56	100,20	112,49	9,3	-2,6	9,3	-7,8

Sources : Reuters, BCEAO.

* cours au 31/03/2012 comparé au 31/12/2011

Au plan de la politique monétaire, la Banque Centrale Européenne (BCE) a nettement assoupli les conditions d'accès à la liquidité pour les banques, en abaissant les critères d'éligibilité au refinancement et en procédant à deux reprises, à des opérations à trois (3) ans, sans plafond, auxquelles les banques de la Zone euro ont eu recours pour environ 1.000 milliards d'euros. Par ailleurs, l'accord du 24 février 2012 concernant la Grèce a permis la réduction d'au moins 100 milliards d'euros de la dette de ce pays. Les tensions financières dans la Zone euro se sont par conséquent apaisées depuis le début de l'année 2012.

1.3.2 - Principaux indicateurs sur les marchés financiers internationaux

Hausse des indices boursiers sur les principales places.

Les indices boursiers ont progressé au cours du trimestre sous revue, après la tendance favorable observée au cours du trimestre précédent. L'évolution à la hausse des indices reflète la reprise de la confiance des marchés, à la suite des mesures exceptionnelles prises par la BCE d'alléger les conditions de refinancement des banques européennes.

Ainsi, le CAC40 en France a progressé de 8,4%, le Dow Jones aux Etats-Unis s'est accru de 8,1% et le DAX en Allemagne a connu une hausse de 17,8% entre les deux trimestres. La plupart de ces indicateurs restent toutefois en dessous de leur niveau enregistré à la même période de l'année dernière. Le CAC40, le Nikkei et le DAX sont en recul respectivement de 14,5%, 1,5% et 1,8% en glissement annuel.

		Cours au 31/03/2012	Cours au 31/12/2011	Cours au 31/03/2011	Variation trimestrielle	Glissement annuel	Variation sur 2012 *	Variation sur 2011
S&P 500	USA	1408,5	1 257,6	1 257,6	12,0	9,5	12,0	0,0
Dow Jones Industrial	USA	13212	12 217,6	11 577,5	8,1	11,1	8,1	5,5
CAC 40	France	3423,8	3159,8	4005,8	8,4	-14,5	8,4	-17,0
FOOTSIE 100	Grande Bretagne	5768,5	5 572,3	5 862,9	3,5	-3,8	3,5	-5,0
NIKKEI 225	Japon	10083,6	8 455,4	10 228,9	19,3	-1,5	19,3	-17,3
DAX	Allemagne	6946,8	5898,4	7077,5	17,8	-1,8	17,8	-14,7
NASDAQ	USA	3091,6	2605,2	2737,9	18,7	12,9	18,7	-3,5

Sources : Reuters, BCEAO.

* cours au 31/03//2012 comparé au 31/12/2011

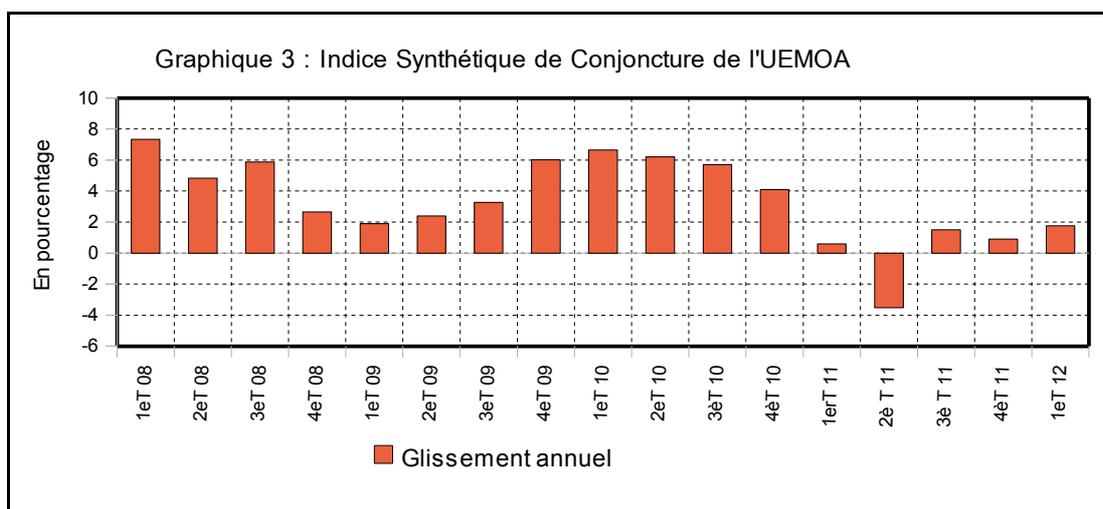
II - CONJONCTURE INTERNE

2.1 – Secteur réel

2.1.1 - Activité économique

Evolution favorable de la conjoncture économique dans l'UEMOA.

L'activité économique a poursuivi sa tendance haussière entamée depuis le troisième trimestre 2011. Au cours du premier trimestre 2012, l'indicateur synthétique de conjoncture (ISC) s'est accru de 0,9% par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, il est en hausse de 1,2%, soutenu par le dynamisme constaté dans le commerce et les services marchands¹.



Le secteur de l'agriculture a enregistré une contreperformance par rapport à l'année passée. En particulier, l'offre de céréales a enregistré une baisse à l'issue de la campagne agricole 2011/2012. Selon le Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le

1. Les analyses sont effectuées sur la base des variations d'indicateurs de soldes d'opinions, sauf pour les activités industrielles et commerciales.

Sahel (CILSS), la production céréalière 2011/2012 dans l'Union est ressortie en repli de 17%. La baisse des récoltes a atteint 36% au Sénégal, 31% au Niger, 20% au Burkina, 10% au Mali, 9% en Guinée-Bissau et 7% en Côte d'Ivoire. La production est en hausse au Bénin (17%) et au Togo (1%).

a) Activité industrielle

Progression de l'indice de la production industrielle, due aux activités extractives et énergétiques.

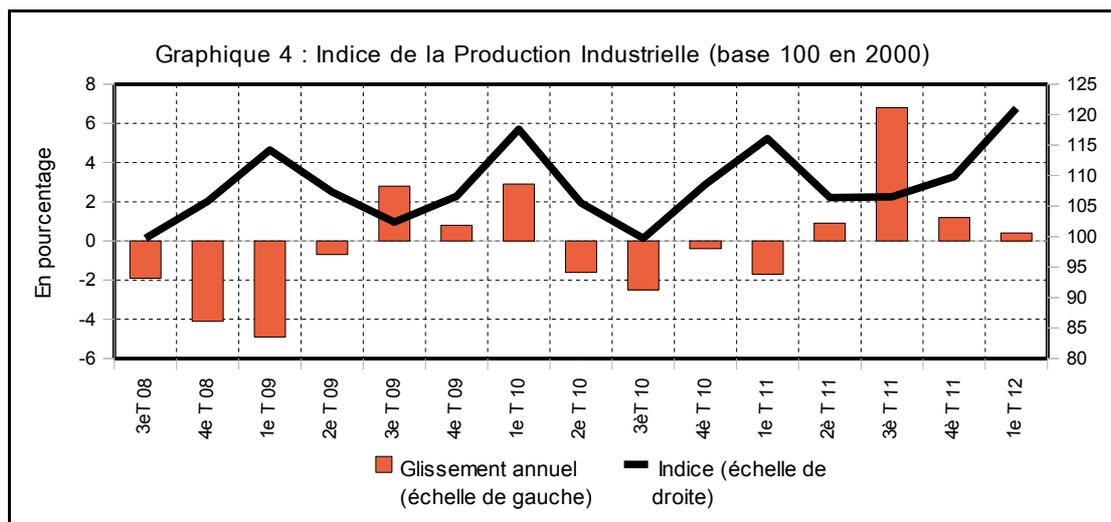
L'indice de la production industrielle a enregistré une hausse de 10,5% au premier trimestre 2012 par rapport au trimestre précédent. Cette évolution saisonnière est liée en grande partie à la disponibilité des produits de la campagne agricole 2011/2012. Elle a reflété en effet le dynamisme des industries manufacturières (19,9%), notamment les unités de transformation du coton et celles de fabrication de textiles au Bénin, au Burkina et en Côte d'Ivoire. Par ailleurs, les entreprises de raffinage de pétrole ont également connu un accroissement de leur production au cours du trimestre, en particulier au Sénégal. En revanche, par rapport au trimestre précédent, un léger repli a été noté dans la production des branches extractives (-3,2%) et énergétiques (-2,3%), rompant avec la tendance haussière constatée depuis le deuxième trimestre 2011.

Comparé à la même période de l'année précédente, l'indice de la production industrielle s'est accru de 0,7% au premier trimestre 2012, après un taux de 1,2% observé le trimestre précédent. Cette performance globale est attribuable à l'activité dans les unités extractives (+5,5%) et la branche électricité, gaz et eau (+40,2%).

L'activité de la branche extractive est soutenue notamment par la production d'or au Mali et en Côte d'Ivoire, d'uranium au Niger et de phosphates au Togo. Le secteur énergétique a également enregistré une nette hausse, notamment en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau², au Mali, au Sénégal et au Togo, par rapport à la même période de l'année passée.

En dépit de la hausse saisonnière constatée au cours de ce trimestre, la production des industries manufacturières reste en dessous de son niveau de l'année précédente (-9,3%). Ce recul est induit par la baisse de cadence dans les unités de production alimentaire, notamment au Bénin, au Niger et au Sénégal, ainsi que dans le textile au Mali.

2 Hausse significative de la production d'électricité, en liaison avec les réformes intervenues dans le secteur avec l'appui de la Banque Mondiale et de la BOAD, dans le cadre du *Projet d'urgence de réhabilitation des secteurs de l'eau et de l'électricité* et dont l'objectif est de doubler la capacité de production de la Compagnie Eau et électricité de Guinée-Bissau (EEGB).



Au premier trimestre 2012, l'indice de la production industrielle s'est accru, en glissement annuel, de 23,8% au Niger, 16,2% au Togo, 12,2% en Guinée-Bissau et 10,1% en Côte d'Ivoire. En revanche, l'indicateur a baissé au Burkina (-20,5%), au Mali (-11,5%), au Bénin (-2,1%) et au Sénégal (-2,1%).

Tableau 5 : Variation de l'indice de la production industrielle							
	Variation trimestrielle (en %)		Glissement annuel (en %)			Variation moyenne (en %)	
	4 ^{ème} T 2011	1 ^{er} T 2012 *	1 ^{er} T 2011	4 ^{ème} T 2011	1 ^{er} T 2012*	2011	2012**
Bénin	23,9	26,6	23,1	13,2	-2,1	8,6	-2,1
Burkina	7,9	86,5	6,0	-22,2	-20,5	-0,5	-20,5
Côte d'Ivoire	-3,5	1,5	-5,7	3,2	10,1	-0,9	10,1
Guinée-Bissau	13,2	-4,1	3,8	33,7	12,2	19,2	12,2
Mali	34,5	16,5	-13,5	22,8	-11,5	3,0	-11,5
Niger	-0,1	-1,3	-16,5	-17,1	23,8	-6,6	23,8
Sénégal	0,3	2,3	9,5	-0,3	-2,1	7,7	-2,1
Togo	8,3	-2,3	4,1	7,2	16,2	12,5	16,2
UEMOA	3,1	10,5	-1,7	1,2	0,7	1,6	0,7

Source : BCEAO.

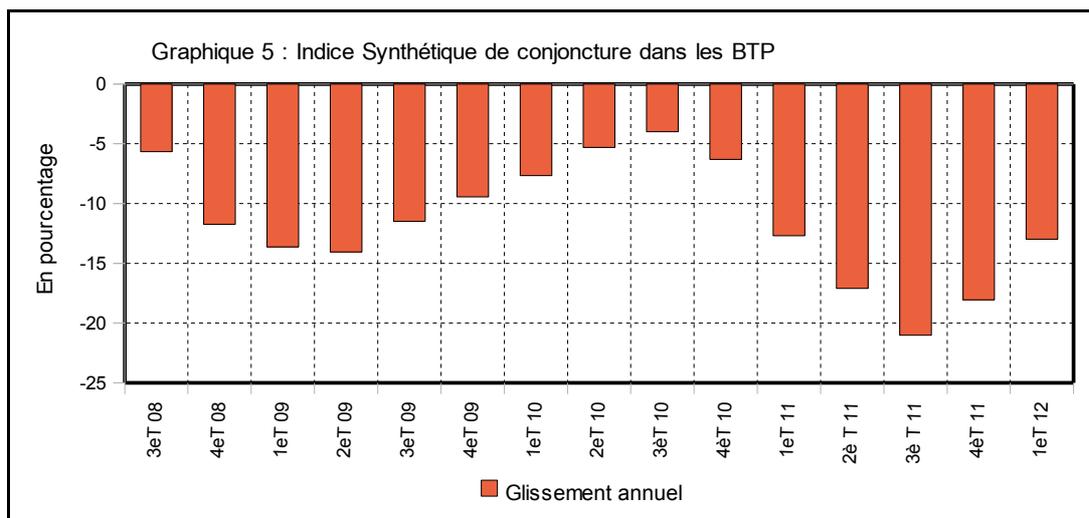
* Données provisoires pour mars 2012

** moyenne sur les 3 mois de l'année 2012

b) Bâtiments et travaux publics

Ralentissement de la baisse de l'activité dans les BTP au 1^{er} trimestre 2012.

La baisse en variation annuelle de l'activité dans les BTP s'est poursuivie au premier trimestre 2012 à un rythme moins prononcé que celui du trimestre précédent. Cette situation est en rapport avec le repli observé dans les mises en chantier et les nouveaux contrats.



L'activité dans les BTP demeure morose en Côte d'Ivoire et au Togo. Une stagnation de l'activité dans le secteur est enregistrée au Bénin, au Burkina, au Niger et au Sénégal. En revanche, un dynamisme de l'activité des BTP a été relevé en Guinée-Bissau et au Mali.

c) Activité commerciale

Progression de l'activité dans le secteur du commerce.

La hausse du chiffre d'affaires dans le commerce, constatée depuis le troisième trimestre 2011, s'est poursuivie au cours du premier trimestre 2012. L'indice s'est accru de 2,3% par rapport au trimestre précédent, tiré par les ventes des produits pétroliers (+10,8%), notamment au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Niger et au Togo. Les ventes dans ce secteur ont bénéficié de l'effet-prix, en relation avec la hausse des cours mondiaux, mais également d'une hausse de la demande de produits pétroliers liée aux travaux d'investissements publics en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Le chiffre d'affaires s'est également amélioré dans le secteur des automobiles, motocycles et pièces détachées notamment.

Par rapport à la même période de l'année passée, le chiffre d'affaires dans le commerce reste relativement bien orienté. En effet, au cours de ce premier trimestre 2012, l'indice s'est situé en moyenne à 20,8% au dessus de son niveau de la même période de l'année précédente. Ces performances, notées dans l'ensemble des secteurs d'activités, s'expliquent en partie par l'effet de rattrapage notamment en Côte d'Ivoire où l'activité commerciale avait enregistré une baisse exceptionnelle au cours du premier trimestre 2011, du fait de la crise post-électorale.

Au premier trimestre 2012, une hausse du volume des transactions commerciales est enregistrée, en glissement annuel, en Guinée-Bissau (+44,2%), en Côte d'Ivoire (+39,7%), au Burkina (+38,5%), au Bénin (+32,7%), au Mali (+14,7%) et au Niger (+3,1%). En revanche, un repli a été observé au Sénégal (-1,1%) et au Togo (-2,9%).

Tableau 6 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA)

	Variation trimestrielle (en %)		Glissement annuel (en %)			Variation moyenne (en %)	
	4 ^{ème} T 2011	1 ^{er} T 2012*	1 ^{er} T 2011	4 ^{ème} T 2011	1 ^{er} T 2012	2011	2012**
Bénin	22,5	18,6	-11,1	2,0	32,7	-12,4	32,7
Burkina	22,1	5,5	63,4	13,9	38,5	33,8	38,5
Côte d'Ivoire	12,4	4,4	-10,9	12,1	39,7	-4,6	39,7
Guinée-Bissau	21,6	5,6	32,4	47,7	44,2	44,7	44,2
Mali	2,1	1,1	53,4	29,5	14,7	37,8	14,7
Niger	3,8	6,6	38,1	10,4	3,1	16,4	3,1
Sénégal	4,0	-4,4	23,5	7,0	-1,1	13,4	-1,1
Togo	-1,6	-6,5	22,5	6,8	-2,9	8,6	2,9
UEMOA (*)	8,1	2,3	10,4	12,7	20,8	7,4	20,8

Source : BCEAO.

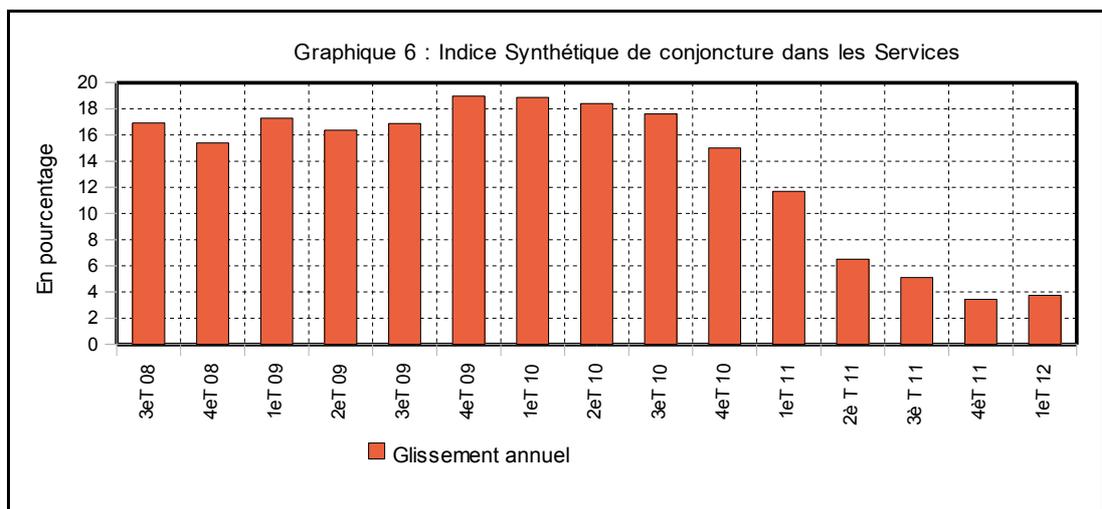
* Données provisoires pour mars 2012

** moyenne sur les 3 mois de l'année 2012

d) Services marchands

Dynamisme de l'indice soutenu par les activités de transports, communication et intermédiation financière.

L'activité économique dans les services marchands s'est accrue en glissement annuel au premier trimestre 2012 à un rythme plus soutenu comparé au trimestre précédent. La hausse de l'activité est attribuable au dynamisme des branches «Transports, entreposage et communication» et «Intermédiation financière».



Le volume des prestations dans les services marchands est en hausse, en glissement annuel, au Niger, au Sénégal et au Togo. Par contre, la conjoncture économique dans les services marchands est apparue stable au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Mali. Elle est ressortie en baisse en Guinée-Bissau.

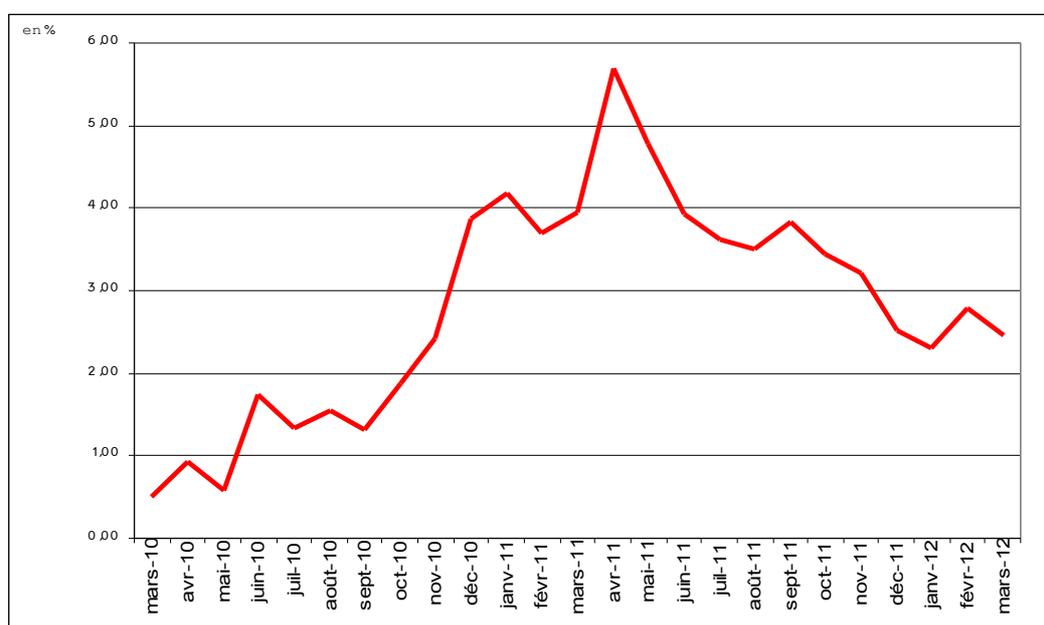
2.1.2 - Evolution récente de l'inflation et de la compétitivité

a) Evolution de l'inflation

Relative stabilité de la hausse des prix, en glissement annuel, dans l'Union au premier trimestre 2012.

Le taux d'inflation dans l'UEMOA, en glissement annuel, s'est situé à 2,3% à fin janvier 2012 et a atteint 2,8% à fin février 2012, avant de s'établir à 2,5% à fin mars 2012. La progression moyenne des prix est de 2,5% sur le premier trimestre. Elle découle notamment des tensions sur les prix des céréales, en rapport avec la baisse de la production céréalière de la campagne agricole 2011/2012 et de l'impact de la hausse des cours du pétrole.

Graphique 7 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA



Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

L'évolution des prix a été influencée notamment par la composante « Alimentation », dont la contribution au taux d'inflation est de 0,8 point de pourcentage à fin mars 2012. Elle a reflété l'augmentation des prix des céréales locales (mil, maïs, etc.) dans la plupart des pays, en particulier au Burkina, au Mali et au Niger. A titre d'illustration, au Niger, le prix du sac de 100 kilogrammes de maïs est passé de 18.000 FCFA, avant la dernière campagne agricole, à 21.600 FCFA à la fin du premier trimestre 2012. L'accroissement des prix des céréales a été encore plus important au Mali et au Burkina.

La rubrique « Transport » est la seconde source de la progression des prix et a contribué à hauteur de 0,6 point de pourcentage à l'inflation totale à fin mars 2012, en liaison avec le renchérissement des carburants au Bénin, en Guinée-Bissau, au Sénégal et au Togo. Cette évolution est liée, d'une part, à la hausse des cours mondiaux du pétrole et, d'autre part, à l'impact de la diminution des subventions sur les prix des carburants au Nigeria. L'augmentation des prix des produits pétroliers au Nigeria a ainsi induit un renchérissement des carburants vendus en vrac et des services de transport au Bénin et au Togo.

Tableau 7 : Contributions à l'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA (en points de pourcentage)					
Fonctions	mars- 2011	déc - 2011	Janv - 2012	févr - 2012	mars - 2012
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	2,6	1,0	0,4	1,0	0,8
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1
Logement	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3
Ameublement	0,0	0,2	0,2	0,2	0,2
Santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transport	0,4	0,3	0,7	0,6	0,6
Communication	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants et hôtels	0,5	0,6	0,5	0,5	0,5
Autres biens	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
Ensemble	3,9	2,5	2,3	2,8	2,5

Sources : BCEAO, INS.

A fin mars 2012, le taux d'inflation est apparu relativement plus élevé au Bénin (7,4%) et au Mali (6,6%). La flambée des prix au Bénin est due à la progression des prix des carburants vendus en vrac, avec des effets induits sur les tarifs des services de transport, à la suite des mesures de réduction de la subvention des prix des carburants au Nigeria, principal pays d'origine des produits pétroliers importés par le Bénin. Au Mali, les tensions sur les prix des produits alimentaires et pétroliers ont été accentuées par l'impact de la crise socio-politique.

En revanche, la progression des prix a été contenue au Niger (0,1%) et en Côte d'Ivoire (0,6%). Au Niger, le faible niveau d'inflation est lié au repli des prix des produits maraîchers, en rapport avec une offre excédentaire. Les prix des légumes ont baissé de 30,0%, avec un repli de plus de 50% pour la pomme de terre. En Côte d'Ivoire, la faiblesse du taux d'inflation est liée essentiellement à des effets de base, induits par le niveau exceptionnellement élevé des prix en Côte d'Ivoire au premier trimestre 2011, en rapport avec la crise post-électorale. Les prix se sont également repliés à la suite des mesures d'urgence prises par les pouvoirs publics dans le cadre de la lutte contre la vie chère.

D'une manière générale, l'inflation dans l'Union a été influencée par l'impact baissier sur les prix des mesures prises dans la plupart des Etats. Ces mesures ont trait notamment à la vente de céréales à prix modérés, à la distribution gratuite de vivres dans les zones à forte insécurité alimentaire et à la distribution de semences pour les cultures de contre-saison

dans les pays du Sahel. Des mesures ont également été prises pour limiter les tensions sur les prix des produits de première nécessité, notamment le riz. En Particulier, le gouvernement malien a décidé d'accorder des exonérations de TVA et de droits de douanes sur le riz et le maïs de mars 2012 à mai 2012.

Tableau 8 : Taux d'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA (en pourcentage)					
Pays	mars- 2011	déc - 2011	janv- 2012	févr - 2012	mars - 2012
Bénin	2,2	1,8	5,9	6,3	7,4
Burkina	1,3	5,1	2,8	3,8	4,2
Côte d'Ivoire	5,8	1,9	2,3	2,0	0,6
Guinée-Bissau	5,0	3,4	2,1	3,1	2,2
Mali	1,5	5,3	3,8	6,1	6,6
Niger	3,8	1,4	-0,6	-0,4	0,1
Sénégal	3,2	2,7	1,5	2,1	2,7
Togo	3,6	1,5	1,4	2,9	2,1
UEMOA	3,9	2,5	2,3	2,8	2,5

Sources : BCEAO, INS.

L'analyse de l'évolution de l'inflation selon l'origine géographique des biens et services indique une hausse des prix de même ampleur pour les produits locaux et les biens importés. La progression des prix à fin mars 2012, pour les biens produits localement, est liée à l'augmentation des prix des denrées alimentaires, notamment des céréales, des produits de la pêche, de la viande, ainsi que des combustibles solides et des tarifs de restauration. La hausse des prix des biens importés résulte essentiellement du renchérissement des carburants et des produits alimentaires importés (riz importé, huile, etc.).

Les composantes « Produits locaux » et « Produits importés » ont contribué respectivement pour 1,8 point et 0,7 point de pourcentage à l'inflation, en glissement annuel, à fin mars 2012.

Tableau 9 : Inflation selon l'origine des produits							
	Composantes	Pondération (en %)	mars- 2011	déc - 2011	janv- 2012	févr - 2012	mars - 2012
Variations annuelles (en %)	Produits locaux	72,7	3,9	2,2	2,1	2,9	2,5
	Produits importés	27,3	4,0	3,3	2,8	2,6	2,5
	Inflation globale	100	3,9	2,5	2,3	2,8	2,5
Contributions (en points de pourcentage)	Produits locaux	72,7	2,8	1,6	1,5	2,1	1,8
	Produits importés	27,3	1,1	0,9	0,8	0,7	0,7

Sources : BCEAO, INS.

La décomposition de l'indice des prix selon la nature des produits montre que l'inflation à fin mars 2012 est due à la fois au renchérissement des biens (+2,4%) et des services (+2,6%). La hausse des prix des biens est liée notamment au renchérissement des carburants et des produits alimentaires. Celle des services résulte de l'augmentation en rythme annuel des coûts des transports, notamment au Bénin et au Togo et de la progression des frais de restauration. Les prix des services et des biens ont contribué respectivement à hauteur de 1,1 point et 1,4 point de pourcentage à l'inflation en glissement annuel à fin mars 2012.

	Composantes	Pondération (en %)	mars-2011	déc - 2011	janv-2012	févr - 2012	mars - 2012
Variations annuelles (en %)	Biens	60,1	5,4	2,6	2,0	2,7	2,4
	Services	39,9	1,7	2,4	2,8	2,9	2,6
	Inflation globale	100	3,9	2,5	2,3	2,8	2,5
Contributions (en points de pourcentage)	Biens	60,1	3,2	1,6	1,2	1,6	1,4
	Services	39,9	0,7	0,9	1,1	1,2	1,1

Sources : BCEAO, INS.

Le taux d'inflation sous-jacente se situe à 2,5%, en glissement annuel, en mars 2012.

Le taux d'inflation sous-jacente, mesuré par l'évolution de l'indice des prix hors produits frais et énergie, est ressorti en glissement annuel à 2,5% à fin mars 2012, stable par rapport à son niveau à fin décembre 2011. La progression de l'inflation sous-jacente reste impulsée par le renchérissement des services et des produits alimentaires importés (huile, sucre, lait, etc.).

	Composantes	Pondération (en %)	mars-2011	déc - 2011	janv-2012	févr - 2012	mars - 2012
Variations annuelles (en %)	Produits frais	16,6	8,9	2,3	0,4	3,0	2,3
	Energie	7,5	4,3	2,4	2,3	2,7	1,5
	Inflation sous-jacente	75,9	2,6	2,5	2,6	2,6	2,5
	Inflation globale	100	3,9	2,5	2,3	2,8	2,5
Contributions (en points de pourcentage)	Produits frais	16,6	1,6	0,4	0,1	0,5	0,4
	Energie	7,5	0,3	0,2	0,2	0,3	0,1
	Inflation sous-jacente	75,9	2,0	1,9	2,0	2,0	2,0

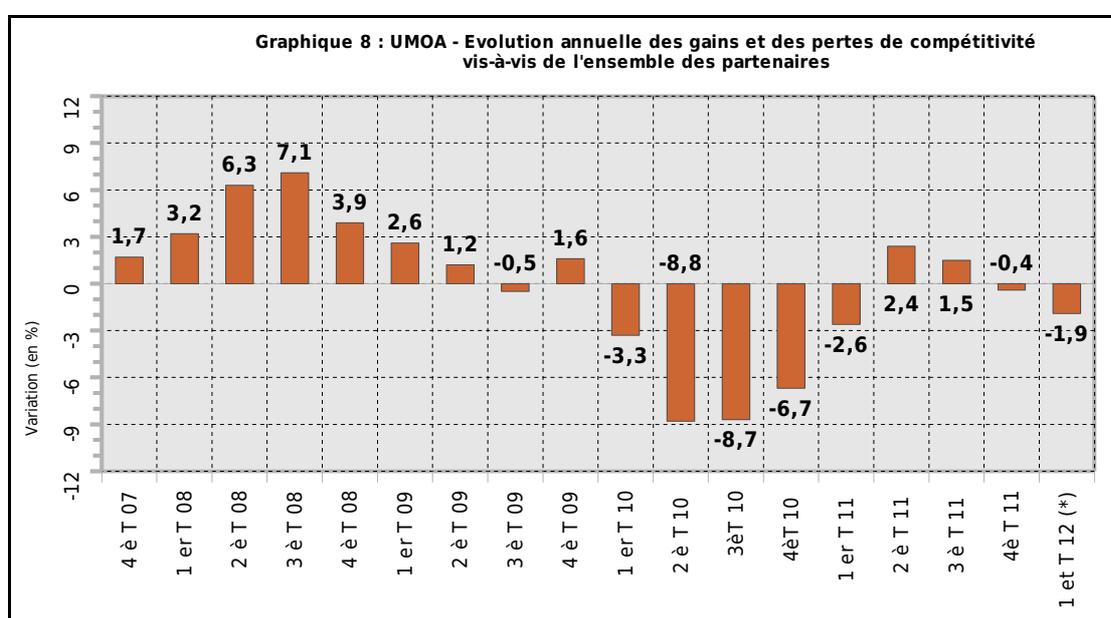
Sources : BCEAO, INS.

c) La position concurrentielle de l'Union

Gain de compétitivité, en glissement annuel, pour l'Union au premier trimestre 2012.

En glissement annuel, l'Union a enregistré un gain de compétitivité au premier trimestre 2012, confirmant la tendance observée au trimestre précédent. En effet, l'évolution de la position concurrentielle de l'Union, appréciée à partir de l'indice du taux de change effectif réel, indique une amélioration de la compétitivité de 1,9% par rapport à ses principaux partenaires, après celle de 0,4% relevée au trimestre précédent.

Le gain de compétitivité enregistré au cours du trimestre sous revue s'explique par un différentiel d'inflation favorable à l'UEMOA de 1,8 point de pourcentage conjugué à une baisse de l'indice du taux de change effectif nominal de 0,1%. L'appréciation des monnaies des partenaires est imprimée notamment par celle du dollar américain et du renminbi chinois.



Source : BCEAO.

(*) : estimations

(-) pour le gain et (+) pour la perte de compétitivité.

L'amélioration de la position concurrentielle est observée par rapport à l'ensemble des regroupements de partenaires. Le gain de compétitivité a atteint 4,3% vis-à-vis des pays asiatiques, 4,2% à l'égard des Etats émergents, 1,7% vis-à-vis des partenaires environnants et 1,0% à l'égard des pays industrialisés. En particulier, l'Union a enregistré un gain de compétitivité de 0,1% à l'égard de la Zone euro.

Au premier trimestre 2012, en glissement annuel, tous les pays de l'Union ont enregistré un gain de compétitivité, à l'exception du Bénin, du Burkina et du Mali. L'amélioration de la position concurrentielle atteindrait 4,5% au Niger, 3,1% au Togo, 2,5% en Côte d'Ivoire, 1,7% au Sénégal et 0,6% en Guinée-Bissau. La perte de compétitivité serait de 1,4% au Mali, 1,3% au Bénin et 0,2% au Burkina, en raison essentiellement des tensions inflationnistes observées dans ces pays.

Tableau 12 : Evolution du taux de change effectif réel selon les partenaires (en pourcentage)										
Fonctions	Années		Variations trimestrielles			Glissements annuels			Cumul depuis 1994	
	2010	2011 (*)	3 ^{ème} T 2011	4 ^{ème} T 2011	1 ^{er} T 2012 (*)	3 ^{ème} T 2011	4 ^{ème} T 2011	1 ^{er} T 2012 (*)	A fin décembre 2011	A fin mars 2012 (*)
Partenaires industrialisés	-1,6	1,3	-0,5	-1,5	0,2	1,8	-0,2	-1,0	-19,2	-19,1
Pays de la Zone euro	-0,2	1,3	-0,2	-1,0	0,7	1,1	0,3	-0,1	-19,4	-18,8
Partenaires environnants	-15,3	-1,5	-2,6	2,4	-1,3	0,9	2,3	-1,7	-54,3	-54,9
Pays asiatiques	-13,1	-1,1	-3,2	-1,6	-0,3	1,3	-2,4	-4,3	-31,0	-31,2
Pays UE25	-0,7	1,2	-0,3	-1,2	0,5	1,3	0,2	-0,4	-20,2	-19,8
Pays émergents	-14,2	-1,6	-2,8	-1,4	-0,9	0,9	-2,7	-4,2	-29,0	-29,7
Pays africains de la Zone franc	0,0	1,4	-1,5	-1,3	1,0	0,7	0,3	-0,2	-1,2	-0,2
Tous partenaires confondus	-6,9	0,2	-1,4	-0,9	-0,3	1,5	-0,4	-1,9	-27,9	-28,2

Source : BCEAO.

(*) Estimations

(+) Appréciation du TCER ou perte de compétitivité

(-) Dépréciation du TCER ou gain de compétitivité

2.2 – Finances Publiques

A fin décembre 2011, par rapport à la réalisation de décembre 2010, le déficit budgétaire s'est aggravé, en raison de l'effet concomitant de la baisse des recettes et de la hausse des dépenses.

Les recettes budgétaires totales des Etats membres de l'Union se sont chiffrées, à fin décembre 2011, à 6.123,7 milliards en repli de 1,7% par rapport à la réalisation de 2010, en liaison avec la diminution des recettes fiscales en Côte d'Ivoire, notamment les taxes sur les transactions internationales qui se ressentiraient des effets de la crise post – électorale.

Quant aux dépenses et prêts nets, ils ont enregistré une hausse de 9,8%, en ressortant à 8.943,5 milliards à fin décembre 2011, du fait de la hausse des dépenses en capital (+15,5%) et des dépenses courantes (+10,0%).

Ainsi, l'exécution des opérations financières des Etats à fin décembre 2011 est caractérisée globalement par une aggravation des déficits publics, en liaison avec le recul enregistré au niveau des recettes budgétaires conjugué à une hausse des dépenses publiques, dans un contexte marqué par des risques de fléchissement de la croissance économique mondiale.

Au total, le déficit global, base engagements, hors dons, s'est chiffré à 2.819,8 milliards en décembre 2011.

2.3 – Secteur extérieur³

Le déficit de la balance commerciale de l'Union s'est aggravé, en variation trimestrielle, de 57,6 milliards, en passant de 205,8 milliards au quatrième trimestre 2011 à 263,5 milliards au premier trimestre 2012. Cette évolution est imputable à une hausse des importations en valeur FOB (+401,4 milliards) plus importante que celle des recettes des exportations (+343,7 milliards).

Les exportations sont ressorties en hausse de 11,5%, passant de 2.991,2 milliards au quatrième trimestre 2011 à 3.334,9 milliards au cours des trois premiers mois de l'année 2012. Cette évolution traduirait pour l'essentiel la hausse des cours du pétrole (+12,7%), de l'or (+3,1%), du café (+5,9%), du coton (+1,4%) et du caoutchouc (+7,5%). La tendance haussière serait, toutefois, atténuée par le repli des cours de certaines matières premières exportées, en particulier le cacao et la noix de cajou.

Les importations ont été estimées à 3.598,4 milliards en valeur FOB au cours du premier trimestre 2012, en hausse de 12,6%. Cette situation est en phase avec l'accroissement des besoins en produits alimentaires dans certains pays de l'Union, notamment ceux du Sahel qui ont connu un déficit céréalier important lors de la campagne agricole 2011/2012. L'évolution des importations s'explique également par la hausse des prix des produits énergétiques et de certains produits céréaliers, notamment le blé et le maïs.

Comparé au même trimestre de l'année précédente, le solde de la balance commerciale de l'Union afficherait une détérioration sensible, en passant d'un excédent de 54,8 milliards au premier trimestre 2011 à un déficit de 263,5 milliards au cours de la période sous revue. Cette évolution s'explique par un accroissement des importations (+41,1%) plus rapide que celui des exportations (+28,1%). La forte progression des échanges, en glissement annuel, s'explique par le faible niveau réalisé au premier trimestre 2011, en raison des effets induits de la crise post-électorale qu'a connue la Côte d'Ivoire au cours des quatre premiers mois de l'année 2011.

S'agissant du taux de couverture des importations par les exportations, il s'est situé à 92,7% à fin mars 2012, en détérioration de 0,9 point de pourcentage en variation trimestrielle et de 9,5 points de pourcentage en glissement annuel.

2.4 – Secteur monétaire et financier

2.4.1 - Evolution de la situation monétaire de l'Union

Léger repli de la masse monétaire à fin février 2012 comparée à fin décembre 2011.

La masse monétaire dans l'UEMOA a diminué à fin février 2012, comparée à fin décembre 2011, rompant ainsi avec sa tendance haussière. En effet, elle a enregistré un repli de 0,3%, pour se fixer à 13.618,8 milliards à fin février 2012 contre 13.663,9 milliards à fin décembre 2011 et 12.199,5 milliards un an plus tôt.

³ Estimations au premier trimestre 2012. Les échanges ont été estimés à partir des données provisoires communiquées par les pays, des dernières réalisations et des principales évolutions de l'environnement économique international et régional lors de la période sous revue.

Les dépôts à vue ont enregistré une baisse de 0,9% à 5.279,5 milliards, tandis que les dépôts à terme ont augmenté de 1,6%, pour s'établir à 4.619,0 milliards au cours de la période sous revue.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont connu, à fin février 2012, une régression de 0,2% par rapport à fin décembre 2011, pour se situer à 5.806,3 milliards. Cette évolution est liée à une légère diminution des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et un repli sensible de ceux des banques.

L'encours du crédit intérieur est ressorti à 10.153,8 milliards à fin février 2012 contre 10.144,0 milliards à fin décembre 2011, en hausse de 0,1%. Cette situation traduit une diminution des concours au secteur privé de 1,1% et un accroissement sensible des créances nettes aux Etats de 4,1%. Le repli des crédits à l'économie est imputable à la hausse de 0,9% des crédits à moyen et long termes et une baisse de 2,4% des crédits à court terme.

2.4.2 - Evolution du marché monétaire

Hausse du volume mis en adjudication sur les guichets de la BCEAO.

Au cours du premier trimestre 2012, la Banque Centrale a poursuivi les opérations d'appel d'offres d'injection de liquidité. Les montants mis en adjudication ont été globalement accrus pour répondre à la demande croissante de liquidité des banques et maintenir le taux interbancaire dans le corridor. Ainsi, sur le marché à une semaine, le montant hebdomadaire mis en adjudication est passé de 350,0 milliards à fin décembre 2011 à 425,0 milliards à fin mars 2012. Sur le guichet à un mois, le montant mensuel mis en adjudication a été porté à 350,0 milliards à la fin du trimestre sous revue contre 325,0 milliards au cours du trimestre précédent.

Les opérations d'injection de liquidité sont réalisées à taux variables et assorties d'un taux minimum de soumission fixé à 3,25%. Sur le guichet hebdomadaire, le taux moyen pondéré s'est situé à 3,33% à fin mars 2012 contre 3,49% à fin décembre 2011. Le taux moyen pondéré sur le guichet à un mois est resté quasiment stable à 3,42% au premier trimestre 2012 par rapport au trimestre précédent.

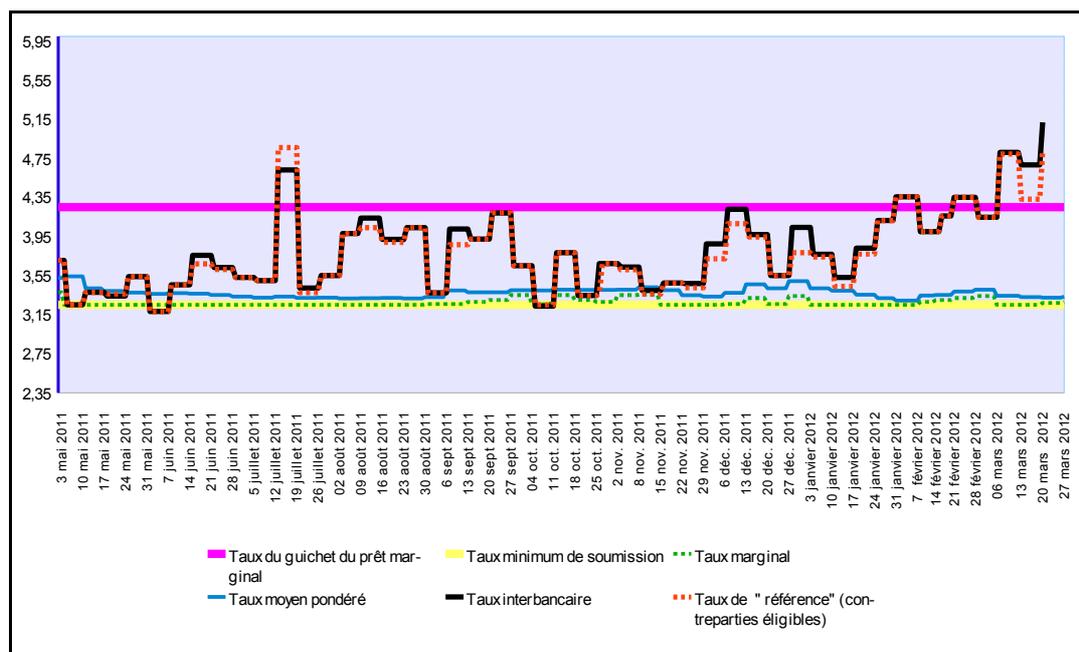
Le marché interbancaire est apparu plus animé au premier trimestre 2012, comparativement au trimestre précédent. En effet, le volume moyen hebdomadaire des opérations sur ce marché, toutes maturités confondues, est ressorti à 59,1 milliards contre 57,9 milliards un trimestre plus tôt. La hausse du volume des opérations a concerné principalement le compartiment à une semaine, sur lequel le volume moyen hebdomadaire des opérations est passé de 28,9 milliards au quatrième trimestre 2011 à 32,1 milliards au premier trimestre 2012.

Hausse du taux d'intérêt sur le marché interbancaire.

Nonobstant la hausse des injections de liquidités par la Banque Centrale, les taux du marché interbancaire se sont accrus au premier trimestre 2012, semblant traduire les risques liés à la situation socio-politique tendue qui a prévalu au Sénégal avant les élections présidentielles et l'instabilité politique au Mali et en Guinée-Bissau. Le taux moyen pondéré des opérations sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues,

est passé de 4,15% au quatrième trimestre 2011 à 4,68% au premier trimestre 2012, soit une augmentation de 53 points de base. Sur le compartiment à une semaine, le taux interbancaire est ressorti à 4,25% au premier trimestre 2012 contre une moyenne de 3,65% au cours du trimestre précédent, se situant à la limite supérieure du corridor constitué par le taux du prêt marginal et le taux minimum de soumission.

Graphique 9 : Evolution des taux du marché monétaire



Hausse des opérations au guichet du prêt marginal.

Les opérations au guichet du prêt marginal ont enregistré une hausse au cours du premier trimestre 2012, l'encours des prêts s'étant établi à 63,3 milliards contre 52,0 milliards le trimestre précédent.

Sur le marché des titres publics, l'encours des ressources mobilisées par les Trésors, sous forme de bons, toutes maturités confondues, est évalué à 1.007,6 milliards à fin mars 2012 contre 766,1 milliards à fin décembre 2011. Le volume des montants mobilisés par les Etats sous forme de bons du Trésor a atteint 241,5 milliards sur le premier trimestre 2012 contre 419,2 milliards le trimestre précédent. Les Trésors publics de l'Union ont mobilisé des ressources au taux moyen de 5,98%, en hausse de 68 points de base par rapport au trimestre précédent.

2.4.3 - Evolution des conditions de banque dans l'Union

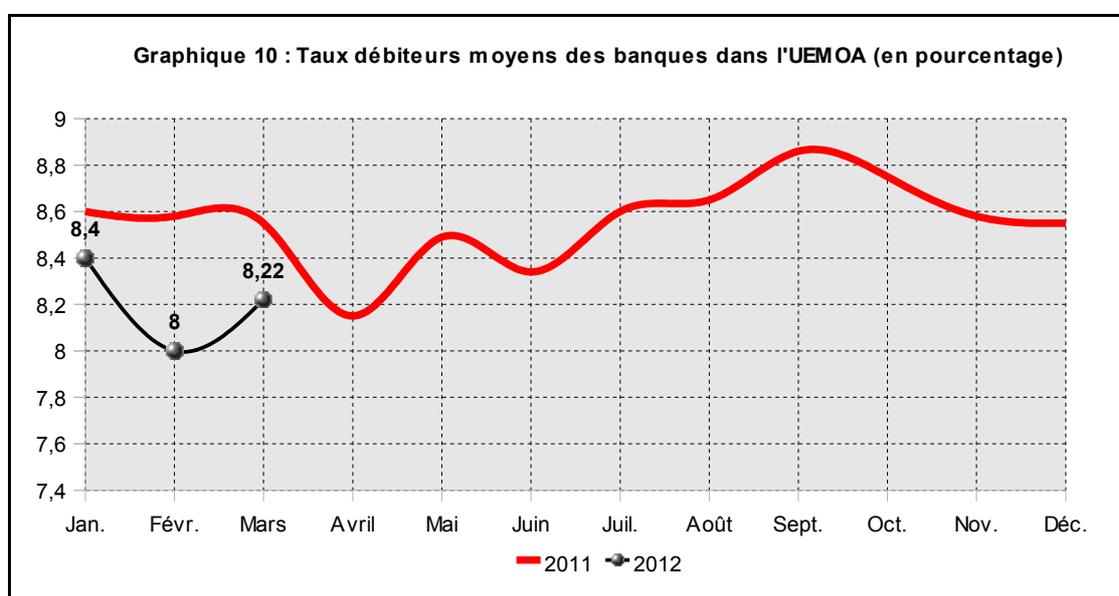
Les taux d'intérêt débiteurs se sont maintenus dans la même tendance baissière que celle observée depuis le troisième trimestre 2011. Toutefois, une hausse nette a été observée à

la fin du premier trimestre 2012. Sur la même période, il est relevé⁴ un repli des taux créditeurs appliqués sur les dépôts de la clientèle des banques.

Baisse des taux débiteurs au cours du trimestre sous revue.

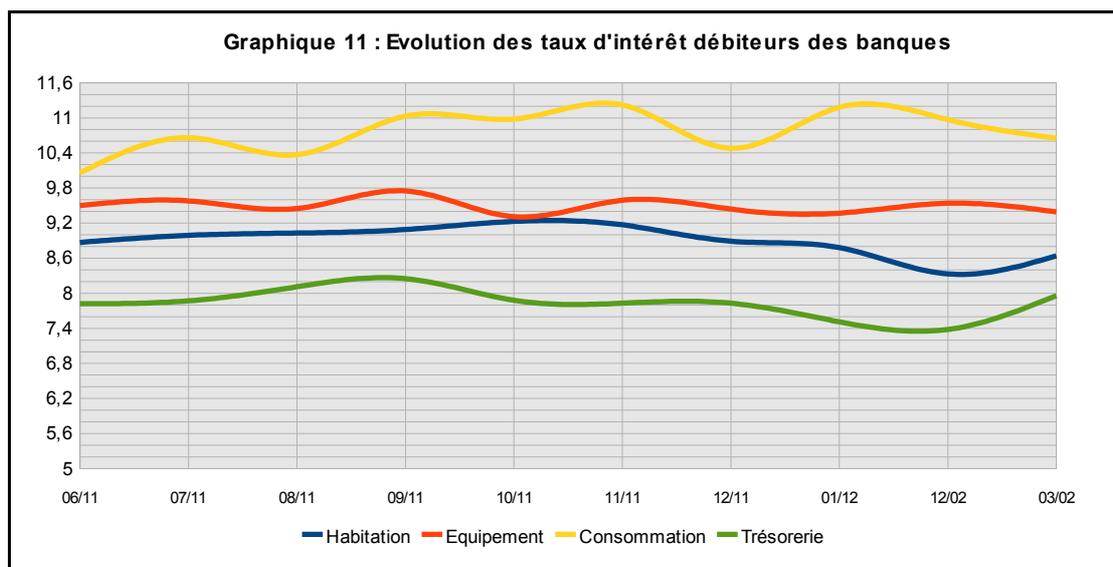
En effet, le taux débiteur moyen hors taxes et charges, pondéré par le volume des crédits mis en place, est ressorti à 8,22% au premier trimestre 2012 contre une moyenne de 8,54% au trimestre précédent, soit une diminution de 32 points de base. Cette baisse du taux d'intérêt moyen à l'échelle régionale traduit notamment l'assouplissement des conditions des crédits au Niger (-69 points de base), en Côte d'Ivoire (-58 points de base), au Sénégal (-55 points de base) et au Togo (-32 points).

La clientèle la plus concernée par la baisse des taux d'intérêt débiteurs, au premier trimestre 2012, se compose des sociétés d'Etat, des entreprises privées du secteur productif et des particuliers.



L'allègement des taux débiteurs a concerné principalement les crédits à l'habitation (-58 points de base), à la consommation (-31 points de base) et à l'équipement (-6 points de base). Ces catégories de crédits ont été octroyées à des taux moyens hors taxes et charges de 8,64%, 10,65% et 9,39% respectivement, au premier trimestre 2012. Par ailleurs, le taux appliqué aux crédits de trésorerie est ressorti en hausse de 12 points de base à 7,96% par rapport au trimestre précédent.

⁴ Les données du mois de mars 2012 sont provisoires.



En variation trimestrielle, baisse du volume des crédits bancaires.

Le volume des **crédits bancaires mis en place** au cours du premier trimestre 2012 est ressorti en baisse par rapport au trimestre précédent. La moyenne mensuelle, toutes maturités confondues, est passée de 623,3 milliards au quatrième trimestre 2011 à 527,9 milliards au premier trimestre 2012, soit une contraction de 15,3%. La diminution des crédits bancaires est notée dans presque tous les pays de l'UEMOA.

L'analyse selon l'objet indique une baisse du volume des crédits à l'équipement et des crédits de trésorerie. Ainsi, les crédits d'équipement et de trésorerie se sont établis respectivement, en moyenne, à 53,3 milliards et 382,0 milliards au premier trimestre 2012 contre 57,7 milliards et 392,4 milliards au quatrième trimestre 2011. En revanche, les crédits à l'habitation et ceux à la consommation se sont accrus, pour se situer respectivement à 9,7 milliards et 84,5 milliards contre 8,2 milliards et 69,0 milliards un trimestre plus tôt.

En variation trimestrielle, hausse du volume des dépôts bancaires et repli des taux créditeurs.

Concernant les **dépôts bancaires**, les ressources collectées par les banques se sont accrues au cours du trimestre sous revue, comparativement au quatrième trimestre 2011. En moyenne, le volume des dépôts enregistrés est ressorti à 551,8 milliards contre 419,3 milliards au quatrième trimestre 2011, soit une hausse de 31,6%. Cette progression a été observée notamment au Burkina, au Sénégal et au Togo.

L'accroissement des dépôts bancaires est imputable notamment à la clientèle financière des banques, aux sociétés d'Etat, ainsi qu'aux entreprises privées du secteur productif. Les ressources déposées par la clientèle financière se sont élevées à 39,4 milliards contre 29,3 milliards le trimestre précédent. Pour les sociétés d'Etat, les ressources déposées se sont situées à 58,7 milliards contre 51,8 milliards un trimestre plus tôt, tandis que les dépôts des entreprises privées du secteur productif ont avoisiné les 137,0 milliards contre 124,6 milliards.

Le taux d'intérêt créditeur est ressorti en diminution d'un trimestre à l'autre. Le taux moyen créditeur, pondéré par les dépôts effectués au cours de la période sous revue, s'est établi à 5,01% contre 5,16% au cours du trimestre précédent. Cette baisse a concerné principalement les particuliers et les sociétés d'Etat. Les taux appliqués à ces deux catégories de clientèle se sont établis respectivement à 4,96% (-16 points de base) et 4,94% (-5 points de base).

Au premier trimestre 2012, les taux de rémunération appliqués se situent à 5,48% pour la clientèle financière, 5,26% pour les entreprises privées du secteur productif et 5,05% pour les entreprises individuelles.

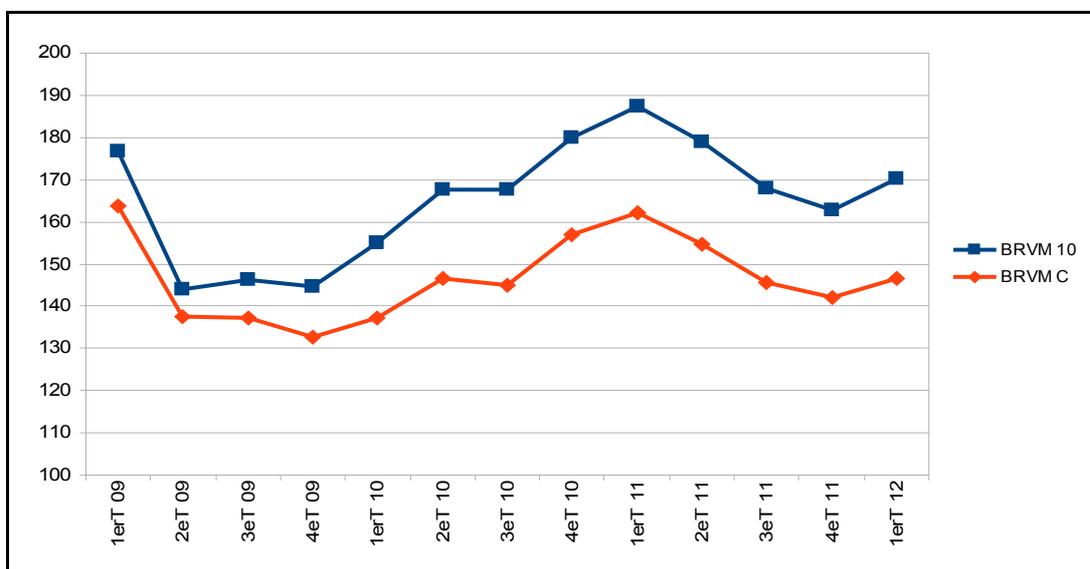
2.4.4 - Evolution du marché financier

Hausse des indicateurs boursiers au niveau de la bourse régionale.

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a été marquée, au cours du premier trimestre 2012, par une hausse des indicateurs sur l'ensemble des compartiments du marché par rapport au trimestre précédent.

En effet, l'indice BRVM 10 s'est apprécié de 4,5%, pour se fixer à 170,2 points contre 162,8 points au quatrième trimestre 2011 et 187,4 points un an plus tôt. De même, l'indice BRVM composite a progressé de 3,2% à 146,7 points contre 142,2 points au quatrième trimestre 2011 et 162,0 points un an plus tôt.

Graphique 12 : Evolution trimestrielle de la BRVM



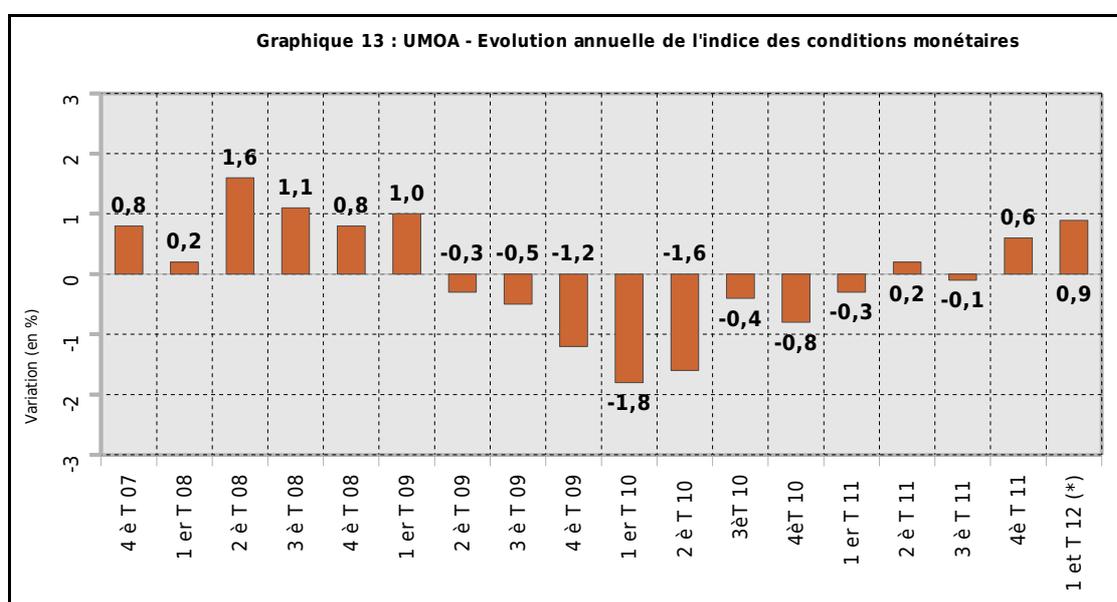
La capitalisation boursière du marché est ressortie à 4.115,1 milliards au cours du trimestre sous revue contre 3.770,5 milliards à la même période de l'année précédente, soit un repli de 1,2%. Cette régression de la capitalisation boursière est due essentiellement à la baisse de 5,5% du marché des actions et à la hausse de 23,9% du marché obligataire.

L'analyse de la capitalisation boursière, en variation trimestrielle, indique une hausse de 9,1% au premier trimestre 2012, liée à l'accroissement de 6,2% de la capitalisation du marché des actions et à la hausse de 24,5% de celle du marché obligataire.

2.4.5 - Evolution des conditions monétaires⁵

Durcissement des conditions monétaires dans l'UEMOA.

Par rapport à la même période de l'année précédente, les conditions monétaires se sont durcies au premier trimestre 2012, en liaison principalement avec la hausse du taux d'intérêt sur le marché interbancaire à un jour (+1,03 point), atténuée par la dépréciation du taux de change effectif nominal de 0,1%. L'indice des conditions monétaires est passé de 101,46 points au premier trimestre 2011 à 102,36 points au premier trimestre 2012, soit une progression de 0,9%.



Source : BCEAO.

Le taux sur le marché interbancaire à un jour s'est situé à 4,36% au cours du trimestre sous revue contre 3,33% à la même période de l'année précédente. La baisse de l'indice du taux de change effectif nominal de l'Union, en glissement annuel au premier trimestre 2012 provient de l'appréciation des monnaies des pays industrialisés et des pays asiatiques. En effet, en glissement annuel, l'indice du taux de change effectif nominal a diminué de 1,0% par rapport aux monnaies des pays industrialisés et de 1,6% vis-à-vis des pays asiatiques. Au niveau des monnaies des pays partenaires, l'appréciation des monnaies est imprimée notamment par celle du dollar américain et du renminbi chinois.

⁵ L'indice des conditions monétaires est un indicateur synthétique permettant d'apprécier les effets conjugués des politiques des taux d'intérêt et de change sur la demande globale et, partant, sur l'inflation. Il est calculé comme une moyenne pondérée de ces deux variables et son évolution est mesurée par rapport au niveau de l'indice correspondant à une période de base (généralement le niveau moyen de la période d'analyse).

III – PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

3.1 – Perspectives économiques mondiales

Le rythme de croissance de la production mondiale devrait baisser en 2012, en rapport notamment avec la crise de la dette souveraine dans la Zone euro et l'impact des incertitudes géopolitiques sur le marché pétrolier. Les estimations du FMI, réalisées en avril 2012, situent le taux de croissance de l'activité mondiale à 3,5% en 2012 contre 4,0% en 2011. Dans la Zone euro, la production se replierait de 0,3% en 2012 contre une hausse de 1,4% en 2011.

La persistance des risques géopolitiques, notamment en Iran, en Syrie, au Soudan et au Nigeria ont alimenté les tensions sur le marché du pétrole. Les cours du pétrole brut (WTI) se sont établis, en moyenne, à 103 dollars au premier trimestre 2012, en hausse de 3,9% par rapport à leurs niveaux à la même période de 2011.

Les perspectives d'évolution des cours du pétrole brut en 2012 ont été révisées à la hausse. Ainsi, le scénario central, basé sur les anticipations des marchés⁶ repose sur un cours du pétrole brut (WTI⁷) de 104 dollars en 2012 et de 102 dollars en 2013 contre des prévisions précédentes de 100,4 dollars en 2012 et 98,8 dollars en 2013.

Compte tenu des facteurs de risques (incertitudes liées à l'évolution de l'activité économique mondiale, persistance des risques géopolitiques, phénomènes climatiques, etc.), deux autres scénarii ont été retenus. Le scénario pessimiste correspond à un cours moyen du baril de pétrole (WTI) à 110 dollars en 2012 et 115 dollars en 2013 et le scénario optimiste table sur un cours moyen du baril de pétrole à 95 dollars en 2012 et 90 dollars en 2013.

Tableau 13 : Hypothèses du scénario						
	2012			2013		
	Optimiste	Central	Pessimiste	Optimiste	Central	Pessimiste
Baril du pétrole (WTI, en dollar)	95,0	104,0	110,0	90,0	102,0	115,0
Taux de change euro/dollar		1,32			1,33	
Inflation Zone euro (%)		2,4			1,8	
Evolution de la production céréalière (%)	20,0	10,0	-5,0		5,0	

Sources : EUROSTAT, BCEAO.

Les cours mondiaux des produits alimentaires au premier trimestre 2012 sont en baisse de 5,4% par rapport à leurs niveaux à la même période de 2011. Cette baisse en rythme

6 Les prévisions (cours du WTI) sont celles du consensus du marché, obtenues de la plateforme Bloomberg. Il en est de même des prévisions du taux de change euro/dollar.

7 Les prévisions pour les cours du Brent donnent un niveau de 116 dollars en 2012 et de 111 dollars en 2013 contre 113,4 dollars en 2011.

annuel est imprimée par la détente des cours du blé. Toutefois, la tendance baissière des cours des produits alimentaires observée depuis mai 2011 s'est inversée en janvier 2012. En particulier, les cours du riz restent à des niveaux élevés. Les prévisions⁸ tablent sur une stabilité des cours des produits alimentaires importés en 2012. Une hausse des cours, limitée à 5,0%, est projetée en 2013 dans le scénario central. Le scénario pessimiste prévoit en revanche une progression des cours mondiaux des produits alimentaires de 10% en 2012 et 2013, tandis que le scénario optimiste suppose une baisse de 5,0% des cours en 2012 et 2013.

L'euro s'est échangé contre 1,3109 dollar en moyenne au premier trimestre 2012. Les prévisions révisées retiennent un taux de change euro/dollar de 1,32 en 2012 et de 1,33 en 2013, contre respectivement une prévision initiale de 1,28 et 1,30 dans le précédent rapport.

L'inflation mondiale devrait s'atténuer en 2012, en raison de la baisse de la demande conjuguée à un léger recul des cours des matières premières. En particulier, la hausse du niveau général des prix en moyenne dans la Zone euro, principal partenaire commercial de l'Union, passerait de 2,7% en 2011 à 2,4% en 2012 et 1,8% en 2013.

3.2. Perspectives économiques internes

La production céréalière est projetée en hausse de l'ordre de 10% au cours de la campagne agricole 2012/2013. Une progression de 15% est retenue pour tous les pays sahéliens (Burkina, Mali, Niger, Sénégal) qui ont enregistré de fortes baisses de la production céréalière en 2011/2012 (effet de rattrapage). Pour les autres pays, une hausse tendancielle de 5% est retenue. Compte tenu des aléas agro-climatiques, deux scénarii ont été adoptés autour de cette tendance de référence. Le scénario pessimiste table sur une baisse de 5% de la production céréalière de la campagne agricole 2012/2013 dans tous les pays et le scénario optimiste retient une progression de 20%.

L'évolution de l'environnement économique pour les prochains trimestres pourrait être influencée par l'impact des mesures vigoureuses prises par les Etats pour lutter contre la vie chère. Ces mesures qui visent à faire baisser les prix de manière significative devraient assurer une évolution favorable de l'inflation et contribuer à accroître le pouvoir d'achat des ménages et la consommation finale.

3.3 – Perspectives d'inflation et de compétitivité

Le taux d'inflation en glissement annuel s'établirait à 0,8% à fin avril 2012, 2,2% à fin mai 2012 et 2,8% à fin juin 2012. En moyenne sur le deuxième trimestre 2012, la progression des prix serait de 1,9% contre 2,5% au premier trimestre 2012. La décélération de l'inflation s'expliquerait par un effet de base lié à la forte hausse des prix au second trimestre 2011,

⁸ Le consensus des marchés, notamment à partir des contrats à terme à fin avril 2012, table sur une baisse des prix des produits alimentaires d'environ 7% en 2012. Toutefois, il a été retenu une hypothèse de stabilité des cours des produits alimentaires importés par les pays de l'Union, compte tenu d'une probable hausse des cours du riz (principale importation alimentaire de la Zone) en 2012, en rapport avec l'impact des inondations observées dans les grands pays producteurs, notamment en Thaïlande.

imputable à la crise en Côte d'Ivoire. Elle résulterait également de l'incidence des mesures prises en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Bénin pour lutter contre la vie chère.

Le taux d'inflation en glissement annuel ressortirait à 2,8% au troisième trimestre 2012, en rapport avec les tensions attendues sur les prix des céréales au cours de la période de soudure dans les pays sahéliens qui ont enregistré une baisse de la production céréalière au cours de la campagne agricole 2011/2012. Il devrait descendre à 2,5% au quatrième trimestre, sous l'hypothèse d'une bonne production agricole 2012/2013.

Le taux d'inflation en moyenne en 2012 dans l'UEMOA est projeté à 2,5% contre une prévision initiale de 3,0%, réalisée en janvier 2012. Cette révision à la baisse des perspectives d'inflation dans l'Union est attribuable aux performances observées dans le secteur de la production maraîchère au Niger qui a permis de limiter la hausse des prix dans ce pays. Elle est liée également aux mesures prises par la plupart des pays, notamment la vente de céréales à prix modérés dans les pays sahéliens et la baisse des prix des produits de première nécessité (riz, sucre, huile, etc.) en Côte d'Ivoire et au Sénégal.

Tableau 14 : Perspectives d'inflation dans l'UEMOA (en pourcentage)													
		Glissement annuel (*)									Moyenne		
		2012				2013				2014	2012	2013	Huit trimestres
		1 ^{er} T	2 ^{ème} T	3 ^{ème} T	4 ^{ème} T	1 ^{er} T	2 ^{ème} T	3 ^{ème} T	4 ^{ème} T	1 ^{er} T			
Taux d'inflation (*)	Scénario optimiste	-	1,5	1,7	1,4	0,7	0,8	1,0	0,9	0,7	1,8	0,8	1,1
	Scénario central	2,5	1,9	2,8	2,5	2,1	2,2	2,2	2,1	2,1	2,5	2,1	2,2
	Scénario pessimiste	-	2,3	3,4	3,6	3,5	3,2	3,9	3,2	3,4	3,0	3,4	3,3

Source : BCEAO.

(*) : Glissement annuel.

Pour ce qui concerne la compétitivité, une amélioration de la position concurrentielle de l'Union de 2,7% est attendue au deuxième trimestre 2012. Elle s'expliquerait par un différentiel d'inflation favorable à l'Union de 2,1 points de pourcentage et une baisse de l'indice du taux de change effectif nominal de 0,5%.

Le gain de compétitivité serait observé à l'égard des pays asiatiques (-5,9%), des partenaires émergents (-5,7%), des Etats environnants (-2,0%), des pays industrialisés (-1,6%), des pays africains de la Zone franc (-0,6%) et de la Zone euro (-0,5%).

ANNEXES

LISTE DES TABLEAUX EN ANNEXE

Tableau 1 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans les pays de l'UEMOA

Tableau 2 : Contributions des fonctions de l'IHPC à l'inflation en glissement annuel à fin mars 2012

Tableau 3 : Différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires

Tableau 4 : Evolution des cours mondiaux des produits alimentaires

Tableau 5 : Evolution des prix des produits pétroliers dans les pays de l'UEMOA

Tableau 6 : Prix internationaux du baril de pétrole (WTI), Brent et Dubaï et des cours de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

Tableau 7 : Variations en glissement annuel des cours de pétrole brut et de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

Tableau 8 : Agrégats de Finances Publiques et indicateurs de convergence budgétaire à fin décembre 2011

Tableau 9 : Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties dans l'UMOA à fin février 2012

Tableau 10 : Taux débiteurs des banques

Tableau 11 : Evolution du commerce extérieur de l'UEMOA au premier trimestre 2012

Tableau 1 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans les pays de l'UEMOA (scénario central)

(en pourcentage)

	Bénin	Burkina(*)	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA (*)
Réalisations									
Mars 2011	2,2	1,3	5,8	5,0	1,5	3,8	3,2	3,6	3,9
Avril 2011	2,4	1,8	9,1	6,0	3,5	3,7	4,3	3,9	5,7
Mai 2011	2,4	1,7	6,5	7,0	2,3	1,7	5,0	5,5	4,8
Juin 2011	1,7	2,5	4,6	7,2	2,7	2,3	4,3	4,9	3,9
Juillet 2011	3,4	2,7	4,5	6,7	2,6	2,4	3,2	2,8	3,6
Août 2011	4,0	2,8	4,6	4,4	1,8	3,3	2,7	2,6	3,5
Septembre 2011	2,8	4,0	4,7	4,8	3,2	3,0	2,6	4,3	3,8
Octobre 2011	2,1	4,8	4,1	3,6	3,3	3,1	2,7	2,6	3,5
Novembre 2011	1,5	4,9	3,3	3,3	4,1	3,7	2,7	3,0	3,2
Décembre 2011	1,8	5,1	1,9	3,4	5,3	1,4	2,7	1,5	2,5
Janvier 2012	5,9	2,8	2,3	2,1	3,8	-0,6	1,5	1,4	2,3
<i>Février 2012</i>	6,3	4,2	2,0	3,1	6,1	-0,4	2,1	2,9	2,8
<i>Mars 2012</i>	7,4	4,6	0,6	2,2	6,6	0,1	2,7	2,1	2,5
<i>Avril 2012</i>	7,1	5,1	-3,5	1,9	7,2	0,4	2,4	2,3	0,8
<i>Mai 2012</i>	7,0	6,0	-0,5	1,7	7,9	1,3	1,6	3,3	2,2
<i>Juin 2012</i>	6,9	5,9	1,7	1,6	7,6	0,4	1,2	2,6	2,8
Moyenne									
2008 (réalisations)	7,9	10,7	6,3	10,4	9,2	11,3	5,8	8,7	7,4
2009 (réalisations)	0,4	0,9	0,5	-2,8	2,4	0,5	-2,2	3,7	0,4
2010 (réalisations)	2,1	-0,6	1,7	2,2	1,2	0,9	1,2	1,5	1,4
2011 (réalisations)	2,7	2,8	4,9	5,1	3,0	2,9	3,4	3,6	3,9
2012 (projections)	6,0	4,2	1,5	2,4	5,7	0,3	1,7	2,2	2,5
2013 (projections)	1,4	2,2	2,3	1,9	1,8	3,5	2,0	1,7	2,1

Sources : INS, BCEAO.

N.B : Estimations en italique (*) : Estimations en février et en mars 2012 pour le Burkina

Tableau 2 : Contributions des fonctions de l'IHPC à l'inflation en glissement annuel à fin mars 2012

(en points de pourcentage)

Fonctions	Bénin	Burkina(*)	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union (*)
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	2,4	2,6	-0,7	1,4	5,6	0,1	1,5	0,4	0,8
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,0	0,1	0,2	0,0	0,3	0,2	0,0	0,0	0,1
Logement	0,1	0,5	0,1	0,1	0,0	0,1	0,3	0,8	0,3
Ameublement	0,1	0,0	0,3	0,0	0,2	0,1	0,1	0,0	0,2
Santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transport	4,0	0,1	0,1	0,8	0,2	0,2	0,5	0,9	0,6
Communication	-0,1	-0,1	-0,4	0,1	-0,1	-0,2	0,0	-0,4	-0,2
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,4	0,9	0,9	0,0	0,2	-0,5	0,0	0,1	0,5
Autres biens	0,5	0,0	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,3	0,2
Ensemble	7,4	4,2	0,6	2,5	6,6	0,1	2,7	2,1	2,5

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

(*) : Estimations en février et en mars 2012 pour le Burkina

Tableau 3 : Différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires

	Niveau de l'inflation en glissement annuel (en %)					Différentiel d'inflation en point de % (+) = défavorable et (-) = favorable			
	Ghana	Nigeria	Zone euro	USA	UEMOA	(UEMOA)-(Zone euro)	(UEMOA)-(USA)	(UEMOA)-(Nigeria)	(UEMOA)-(Ghana)
mars-11	9,1	12,8	2,7	2,7	3,9	1,2	1,2	-8,9	-5,2
avr.-11	9,0	11,3	2,8	3,2	5,7	2,9	2,5	-5,6	-3,3
mai-11	8,9	12,4	2,7	3,6	4,8	2,1	1,2	-7,6	-4,1
juin-11	8,6	10,2	2,7	3,6	3,9	1,2	0,3	-6,3	-4,7
juil.-11	8,4	9,4	2,5	3,6	3,6	1,1	0,0	-5,8	-4,8
août-11	8,4	9,3	2,5	3,8	3,5	1,0	-0,3	-5,8	-4,9
sept.-11	8,4	10,3	3,0	3,9	3,8	0,8	-0,1	-6,5	-4,6
oct.-11	8,6	10,5	3,0	3,5	3,5	0,5	0,0	-7,0	-5,1
nov.-11	8,6	10,5	3,0	3,4	3,2	0,2	-0,2	-7,3	-5,4
déc.-11	8,6	10,3	2,7	3,0	2,5	-0,2	-0,5	-7,8	-6,1
janv.-12	8,7	12,6	2,7	2,9	2,3	-0,4	-0,6	-10,3	-6,4
févr.-12	8,6	11,9	2,7	2,9	2,8	0,1	-0,1	-9,1	-5,8
mars-12	8,8	11,3	2,7	2,7	2,5	-0,2	-0,2	-8,8	-6,3

Sources : Instituts de Statistique, Banques Centrales.

Tableau 4 : Evolution des cours mondiaux des produits alimentaires*(glissement annuel en %)*

	Produits alimentaires	Blé	Arachide	Maïs	Riz	Lait	Sucre
mars-11	32,5	67,2	33,3	83,0	-5,8	34,7	25,2
avril-11	33,4	75,3	33,0	99,8	-0,3	26,0	26,9
mai-11	33,0	95,3	34,9	87,9	5,9	27,0	28,6
juin-11	33,1	107,6	49,4	103,4	13,0	24,6	27,0
juillet-11	25,5	56,7	42,7	86,1	16,0	16,2	30,3
août-11	20,5	34,3	50,3	79,4	18,6	16,1	26,5
septembre-11	12,4	15,6	44,4	46,1	18,4	14,3	10,1
octobre-11	1,7	8,8	41,1	16,9	12,9	-1,8	3,3
novembre-11	-0,4	1,9	43,1	15,7	12,1	-12,5	-2,4
décembre-11	-8,1	-13,4	36,4	7,7	8,2	-17,2	-6,6
janvier-12	-10,4	-14,5	18,5	3,9	2,4	-15,6	-11,0
février-12	-10,5	-19,3	17,8	-6,1	2,8	-11,1	-12,8
mars-12	-5,7	-8,5	13,0	-5,3	13,4	2,8	-6,1

Source : Fonds Monétaire International.

Tableau 5 : Evolution des prix des produits pétroliers dans les pays de l'UEMOA*(Prix moyens mensuels en FCFA par litre, sauf indications contraires)*

	mars-11	avr.-11	mai-11	juin-11	juil.-11	août-11	sept.-11	oct.-11	nov.-11	déc.-11	janv.-12	févr.-12	mars-12	mars 2012/ mars 2011 (en %)
Bénin														
Essence super	555	555	575	575	565	585	570	570	570	570	570	570	590	6,3
Gazole	555	555	555	555	555	575	575	575	575	600	600	600	625	12,6
Burkina														
Essence super	682	682	682	682	682	682	682	682	682	682	682	682	682	0,0
Gazole	606	606	606	606	606	606	606	606	606	606	606	606	606	0,0
Côte d'Ivoire														
Essence super	774	774	774	774	774	774	774	774	774	774	774	774	774	0,0
Gazole	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	0,0
Guinée-Bissau														
Essence super	658	732	732	790	790	790	790	790	790	790	790	790	790	20,1
Gazole	571	638	638	725	725	725	725	725	725	725	725	725	725	27,0
Mali														
Essence super	670	670	670	670	670	670	670	670	670	670	670	670	670	0,0
Gazole	590	590	590	590	590	590	590	590	590	590	590	590	590	0,0
Niger														
Essence super	561	561	561	619	649	679	679	679	679	679	579	579	579	3,2
Gazole	580	580	580	610	625	655	655	655	655	655	577	577	577	-0,5
Sénégal														
Essence super	783	843	871	853	832	878	867	890	860	858	850	850	850	8,6
Gazole	721	789	783	752	756	784	777	798	825	824	798	798	798	10,7
Togo														
Essence super	540	540	540	567	595	595	595	595	595	595	595	595	595	10,2
Gazole	570	570	570	599	629	629	629	629	629	629	629	629	629	10,4

Source : BCEAO.

Tableau 6 : Prix internationaux du baril de pétrole (moyenne WTI, BRENT, DUBAI)

	Cours du pétrole en dollars		Cours du dollar en FCFA		Cours du pétrole en FCFA		Cours de l'euro en dollar	
	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %
2010								
janvier	77,12	3,0	459,6	2,4	35 445,0	5,5	1,427	-2,3
février	74,76	-3,1	479,2	4,3	35 827,2	1,1	1,369	-4,1
mars	79,30	6,1	483,4	0,9	38 338,4	7,0	1,357	-0,9
avril	84,19	6,2	489,2	1,2	41 184,4	7,4	1,341	-1,2
mai	75,62	-10,2	522,0	6,7	39 476,5	-4,1	1,257	-6,3
juin	74,72	-1,2	537,3	2,9	40 148,6	1,7	1,221	-2,8
juillet	74,58	-0,2	514,5	-4,2	38 374,7	-4,4	1,275	4,4
août	75,82	1,7	508,7	-1,1	38 573,1	0,5	1,289	1,1
septembre	76,12	0,4	502,0	-1,3	38 210,2	-0,9	1,307	1,3
oct.	81,72	7,4	472,0	-6,0	38 570,7	0,94	1,390	6,4
nov.	84,53	3,4	479,9	1,7	40 568,4	5,18	1,367	-1,7
déc.	90,01	6,5	496,2	3,4	44 661,2	10,09	1,322	-3,3
Moyenne Janvier-déc.	79,04	28,0	495,3	4,9	39 114,9	35,5	1,327	-4,7
2011								
janvier	92,66	2,9	491,0	-1,0	45 495,9	1,9	1,336	1,1
février	95,95	3,5	480,6	-2,1	46 110,4	1,4	1,365	2,2
mars	107,18	11,7	468,6	-2,5	50 219,9	8,9	1,400	2,6
avril	114,53	6,9	453,8	-3,2	51 972,7	3,5	1,446	3,3
mai	105,76	-7,7	457,2	0,7	48 348,3	-7,0	1,435	-0,7
juin	102,19	-3,4	455,9	-0,3	46 585,7	-3,6	1,439	0,3
juillet	103,75	1,5	459,9	0,9	47 712,0	2,4	1,426	-0,9
août	94,08	-9,3	457,4	-0,5	43 033,6	-9,8	1,434	0,5
septembre	93,75	-0,4	475,6	4,0	44 588,7	3,6	1,379	-3,8
oct.	93,42	-0,4	478,6	0,6	44 707,1	0,3	1,371	-0,6
nov.	101,29	8,4	484,0	1,1	49 024,4	9,7	1,356	-1,1
déc.	106,80	5,4	499,8	3,3	53 369,0	8,9	1,313	-3,2
Moyenne Janvier-déc.	100,95	27,7	471,9	-4,7	47 597,3	21,7	1,392	4,9
2012								
janvier	103,91	-2,7	508,3	1,7	52 819,1	-1,0	1,291	-1,7
février	107,87	3,8	496,3	-2,4	53 531,0	1,3	1,322	2,4
mars	112,24	4,1	496,9	0,1	55 776,7	4,2	1,320	-0,1
Moyenne Janvier-mars	108,01	9,5	500,5	4,3	54 042,3	14,3	1,311	-4,1

Sources : BCEAO, Reuters.

Tableau 7 : Variations en glissement annuel des cours du pétrole brut et de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

(en pourcentage)

	Cours du pétrole en dollars	Cours du pétrole en FCFA	Cours de l'euro en dollar
2010			
janvier	70,0	57,7	7,8
février	78,1	66,4	7,1
mars	67,5	60,2	4,5
avril	64,8	62,2	1,6
mai	27,5	38,3	-7,8
juin	8,5	24,5	-12,9
juillet	16,7	28,9	-9,5
août	6,5	17,8	-9,6
septembre	9,9	22,5	-10,3
oct.	8,4	15,6	-6,2
nov.	7,6	17,4	-8,4
déc.	18,3	30,8	-9,5
Moyenne 2009	32,0	36,9	-4,4
2011			
janvier	15,7	23,6	-6,4
février	20,7	21,0	-0,3
mars	27,2	23,3	3,2
avril	28,8	19,5	7,8
mai	32,6	16,1	14,2
juin	26,7	7,5	17,9
juillet	27,5	13,9	11,9
août	12,2	0,9	11,2
septembre	11,8	6,1	5,4
octobre	4,6	6,1	-1,4
novembre	14,4	15,6	-0,8
décembre	13,7	14,5	-0,7
Moyenne 2011	19,7	14,0	5,2
2012			
janvier	10,4	14,3	-3,4
février	11,1	14,7	-3,1
mars	2,7	8,9	-5,7
Moyenne janvier- mars	8,0	12,6	-4,1

TABLEAU 8 : AGREGATS DE FINANCES PUBLIQUES ET INDICATEURS DE CONVERGENCE BUDGETAIRE A FIN DECEMBRE 2011

(En milliards de FCFA)

RUBRIQUES	BENIN	BURKINA	C. D'IVOIRE	G. BISSAU	MALI	NIGER	SENEGAL	TOGO	UEMOA
RECETTES ET DONS	700,0	1 041,7	1 571,9	88,3	1 030,5	823,5	1 546,1	421,1	7 223,2
RECETTES BUDGETAIRES	650,0	711,7	1 549,6	50,2	851,7	606,2	1 384,1	320,1	6 123,7
* Recettes fiscales	578,0	614,4	1 351,8	39,5	731,0	553,2	1 300,4	269,1	5 437,3
* Recettes non fiscales	72,00	97,4	197,8	10,7	49,2	53,1	44,7	51,0	575,9
* Autres recettes	0,0	0,0	0,0	0,0	71,5	0,0	39,0	0,0	110,5
DONS	50,0	330,0	22,3	38,1	178,8	217,3	162,0	101,0	1 099,5
DEPENSES ET PRÊTS NETS	797,5	1 225,5	2 250,6	99,3	1 244,4	924,9	1 958,1	443,2	8 943,5
DEPENSES TOTALES	797,5	1 231,8	2 254,1	99,3	1 247,5	886,0	1 923,1	443,2	8 882,5
Dépenses courantes	564,5	635,2	1 800,2	56,7	714,9	506,1	1 191,0	292,5	5 761,1
* masse salariale	270,0	269,3	727,4	23,6	269,8	122,6	416,0	98,7	2 197,3
* intérêts de la dette	29,9	23,4	217,7	0,7	28,1	10,7	84,0	14,0	408,5
Dépenses en capital	233,0	587,7	327,3	42,6	461,1	379,9	732,1	150,7	2 914,4
invest. sur ress. int.	133,0	292,7	247,0	1,4	211,9	119,9	451,0	67,7	1 524,7
Dépenses fonds spéciaux					71,5				71,5
PRÊTS NETS	0,0	-6,3	-3,5	0,0	-3,1	38,9	35,0	0,0	61,0
SOLDE PRIMAIRE DE BASE	-17,6	-201,8	-279,9	-5,7	-47,0	-9,1	-174,0	-26,1	-753,5
EPARGNE PROPRE (solde courant)	85,5	76,6	-250,6	-6,4	136,8	100,1	193,1	27,6	362,7
SOLDE GLOBAL (base engag.)(hors dons)	-147,5	-513,8	-700,9	-49,0	-392,7	-318,7	-574,0	-123,1	-2 819,8
SOLDE GLOBAL (base engag.)(y compris dons)	-97,5	-183,8	-678,6	-10,9	-213,9	-101,4	-412,0	-22,1	-1 720,3
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE	-47,5	-216,1	-497,6	-7,8	-75,1	-19,8	-258,0	-40,1	-1 162,0
INDICATEURS DE CONVERGENCE BUDGETAIRE									
* masse salariale/recettes fiscales (en %)	46,7%	43,8%	53,8%	59,6%	36,9%	22,2%	32,0%	36,7%	40,4%
* variation nette des arriérés intérieurs (en mds)	-17,4	0,0	-25,0	-3,8	0,0	-35,0	-5,0	-13,2	-99,4
* variation nette des arriérés extérieurs (en mds)	0,0	0,0	259,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	259,4
* invest. financ. sur ress. int./recet. fisc. (en %)	23,0%	47,6%	18,3%	3,6%	29,0%	21,7%	34,7%	25,2%	28,0%
* solde primaire de base/recettes fiscales (en %)	-3,0%	-32,8%	-20,7%	-14,3%	-6,4%	-1,6%	-13,4%	-9,7%	-13,9%
INDICATEURS BUDGETAIRES (en % du PIB)									
* recettes budgétaires	18,8%	15,0%	13,9%	10,8%	16,7%	20,5%	20,2%	19,0%	16,8%
* recettes fiscales	16,7%	12,9%	12,1%	8,5%	14,3%	18,7%	19,0%	16,0%	14,9%
* dépenses totales	23,0%	25,9%	20,2%	21,4%	24,4%	29,9%	28,1%	26,3%	24,4%
* dépenses courantes	16,3%	13,3%	16,1%	12,2%	14,0%	17,1%	17,4%	17,4%	15,8%
* dépenses en capital	6,7%	12,3%	2,9%	9,2%	9,0%	12,8%	10,7%	9,0%	8,0%
* solde primaire de base	-0,5%	-4,2%	-2,5%	-1,2%	-0,9%	-0,3%	-2,5%	-1,6%	-2,1%
* solde global (base engag.) (hors dons)	-4,3%	-10,8%	-6,3%	-10,5%	-7,7%	-10,8%	-8,4%	-7,3%	-7,7%
* solde global (base engag.) (y compris dons)	-2,8%	-3,9%	-6,1%	-2,3%	-4,2%	-3,4%	-6,0%	-1,3%	-4,7%
* épargne propre	2,5%	1,6%	-2,2%	-1,4%	2,7%	3,4%	2,8%	1,6%	1,0%
* solde budgétaire de base	-1,4%	-4,5%	-4,5%	-1,7%	-1,5%	-0,7%	-3,8%	-2,4%	-3,2%

Tableau 9 : Evolution de la masse monétaire dans l'UMOA et de ses contreparties au quatrième trimestre 2011

	Stock						Variation trimestrielle (%)				Glissement annuel (%)			
	février 11	mars 11	juin 11	septembre 11	décembre 11	février 12	2e T 2011	3e T 2011	4e T 2011	1er T 2012	2e T 2011	3e T 2011	4e T 2011	1er T 2012
Masse monétaire	12 199 544,8	12 374 443,4	12 683 007,6	12 861 528,0	13 663 891,8	13 618 840,1	2,5	1,4	6,2	-0,3	13,1	13,1	11,0	11,6
Disponibilité monétaire	7 968 346,7	8 090 947,9	8 316 425,4	8 414 620,0	9 117 565,8	8 999 809,1	2,8	1,2	8,4	-1,3	14,2	15,7	13,3	12,9
Circulation fiduciaire	3 454 155,2	3 447 013,8	3 396 899,3	3 231 525,3	3 675 768,5	3 601 303,7	-1,5	-4,9	13,7	-2,0	13,5	8,6	3,3	4,3
Dépôts en CCP	28 522,4	30 088,0	19 147,2	35 235,8	32 420,9	39 617,1	-36,4	84,0	-8,0	22,2	-59,1	-21,3	14,7	38,9
Dépôt en CNE	72 561,7	73 728,8	76 132,6	79 415,3	79 362,9	79 413,7	3,3	4,3	-0,1	0,1	20,2	17,2	15,0	9,4
Dépôts à vue en banque	4 413 107,4	4 540 117,2	4 824 246,3	5 068 443,6	5 330 013,5	5 279 474,6	6,3	5,1	5,2	-0,9	15,4	21,1	21,4	19,6
SODE-EPIC	490 977,0	512 933,9	632 833,0	722 740,8	718 685,8	685 887,8	23,4	14,2	-0,6	-4,6	18,5	52,5	37,0	39,7
Particuliers et entreprises privées	3 922 130,4	4 027 183,3	4 191 413,3	4 345 702,8	4 611 327,7	4 593 586,8	4,1	3,7	6,1	-0,4	14,9	17,1	19,3	17,1
Dépôts à terme en banque	4 231 198,1	4 283 495,5	4 366 582,2	4 446 908,0	4 546 326,0	4 619 031,0	1,9	1,8	2,2	1,6	11,2	8,5	6,5	9,2
SODE-EPIC	307 186,0	308 617,0	327 046,0	327 110,0	321 389,0	334 295,0	6,0	0,0	-1,7	4,0	1,7	7,5	5,4	8,8
Particuliers et entreprises privées	3 924 012,1	3 974 878,5	4 039 536,2	4 119 798,0	4 224 937,0	4 284 736,0	1,6	2,0	2,6	1,4	12,0	8,6	6,6	9,2
Autres postes nets	2 120 704,3	2 065 096,9	2 137 660,1	2 368 308,6	2 300 571,1	2 341 216,9	3,5	10,8	-2,9	1,8	21,1	22,6	12,9	10,4
Passif	14320249,1	14 439 540,3	14 820 667,7	15 229 836,6	15 964 462,9	15 960 057,0	2,6	2,8	4,8	0,0	14,2	14,5	11,2	11,5
CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE														
	Stock						Variation mensuelle (%)				Glissement annuel (%)			
	février 11	mars 11	juin 11	septembre 11	décembre 11	février 12	2e T 2011	3e T 2011	4e T 2011	1er T 2012	2e T 2011	3e T 2011	4e T 2011	1er T 2012
Avoirs Extérieurs Nets	5 458 039,9	5 372 892,4	5 740 517,8	5 888 848,0	5 820 411,6	5 806 266,3	6,8	2,6	-1,2	-0,2	5,1	12,7	3,3	6,4
Banque Centrale	5 512 334,9	5 417 662,7	5 757 446,1	5 947 090,1	5 903 943,6	5 791 600,4	6,3	3,3	-0,7	-1,9	8,0	12,5	6,3	5,1
Banques	-54 295,0	-44 770,3	-16 928,3	-58 242,1	-83 532,0	14 665,9	-62,2	244,1	43,4	-117,6	-112,8	0,9	-202,5	-127,0
Crédit intérieur	8 862 209,2	9 066 647,9	9 080 149,9	9 340 988,6	10 144 051,3	10 153 790,7	0,1	2,9	8,6	0,1	20,8	15,7	16,4	14,6
Position Nette du Gouvernement	2 204 614,9	2 288 962,2	1 979 289,9	2 190 852,0	2 330 352,2	2 425 259,4	-13,5	10,7	6,4	4,1	35,1	27,8	22,2	10,0
Crédit à l'économie	6 657 594,3	6 777 685,7	7 100 860,1	7 150 136,6	7 813 699,1	7 728 531,3	4,8	0,7	9,3	-1,1	17,4	12,4	14,8	16,1
Court terme	3 844 019,9	3 964 462,3	4 244 105,1	4 194 637,6	4 664 625,1	4 550 857,3	7,1	-1,2	11,2	-2,4	21,8	14,2	16,3	18,4
dont crédit de campagne	198 314,0	192 603,0	184 845,0	92 488,0	164 638,0	225 520,0	-4,0	-50,0	78,0	37,0	29,4	10,1	10,9	13,7
Moyen et long terme	2 813 574,4	2 813 223,4	2 856 755,0	2 955 499,0	3 149 074,0	3 177 674,0	1,5	3,5	6,5	0,9	11,4	9,9	12,6	12,9
Actif	14 320 249,1	14 439 540,3	14 820 667,7	15 229 836,6	15 964 462,9	15 960 057,0	2,6	2,8	4,8	0,0	14,2	14,5	11,2	11,5

Source : BCEAO

TABLEAU 10 : TAUX DEBITEURS DES BANQUES

	Moy.09	Moy.10	Moy.11	janv.-11	févr.-11	mars-11	avr.-11	mai-11	juin-11	juil.-11	août-11	sept.-11	oct.-11	nov.-11	déc.-11	Moy.12	janv.-12	févr.-12	mars-12*
Crédits bancaires mis en place																			
- Volume (en milliards de FCFA)	421,9	472,4	499,7	407,3	292,7	347,1	382,3	404,4	536,7	633,1	541,6	582,0	523,0	526,1	820,8	527,9	465,0	506,8	611,8
Court terme	317,3	350,6	350,6	312,1	214,0	246,2	263,8	304,6	374,2	420,0	370,9	395,8	363,0	377,9	564,8	397,3	329,8	392,1	469,9
Moyen et long terme	104,7	121,8	149,1	95,3	78,6	100,9	118,4	99,7	162,5	213,1	170,7	186,1	160,1	148,2	256,0	130,6	135,2	114,7	141,9
Secteur privé	387,6	443,6	472,0	383,1	288,6	323,1	365,5	372,4	504,0	581,5	491,2	550,9	520,8	512,9	770,3	487,8	434,8	470,6	558,0
(A) - Taux d'intérêt moyen (%)	8,59	8,39	8,52	8,60	8,58	8,55	8,12	8,44	8,31	8,56	8,61	8,82	8,70	8,57	8,34	8,22	8,40	8,00	8,26
(Hors personnel de banque)	8,62	8,42	8,55	8,63	8,58	8,58	8,15	8,49	8,34	8,60	8,65	8,86	8,75	8,61	8,37	8,26	8,44	8,04	8,29
Court terme	8,07	7,83	7,81	8,11	8,21	7,98	7,58	7,54	7,48	7,56	7,79	7,85	7,97	7,87	7,80	7,90	7,89	7,82	8,00
Moyen et long terme	10,19	10,04	9,96	10,14	9,67	9,75	9,25	9,92	10,05	10,20	10,20	10,16	10,02	10,15	10,06	9,84	9,63	10,00	9,88
Secteur privé	8,66	8,45	8,45	8,60	8,60	8,67	8,26	8,30	8,22	8,27	8,42	8,51	8,64	8,52	8,44	8,49	8,47	8,45	8,54
- Durée moyenne des crédits (mois)	17,28	18,10	19,50	16,36	18,17	20,99	25,21	20,94	19,44	19,78	18,01	18,93	20,13	18,69	17,24	18,40	18,91	18,78	17,60
Nouveaux dépôts bancaires																			
- Volume (en milliards de FCFA)	259,1	363,2	383,4	426,3	324,8	235,2	225,0	313,5	424,6	528,4	440,2	424,8	372,9	385,7	499,2	551,8	543,6	523,2	588,5
Court terme	71,8	276,2	282,2	310,6	249,8	165,1	161,1	229,0	261,1	416,6	343,8	293,6	267,4	299,8	389,0	450,4	441,1	427,0	482,9
Autres dépôts	53,4	87,0	101,1	115,7	75,0	70,1	63,9	84,5	163,5	111,9	96,4	131,2	105,5	85,8	110,2	101,4	102,6	96,2	105,5
Secteur privé	5,1	288,4	306,5	331,3	278,1	176,4	183,1	279,1	336,7	438,9	358,3	336,0	297,6	301,1	361,9	461,3	434,3	442,9	506,8
(B) - Taux d'intérêt moyen (%)	5,00	5,11	5,25	5,26	5,23	5,49	5,35	5,27	5,24	5,30	5,26	5,13	5,10	5,02	5,37	5,01	4,95	5,01	5,06
Court terme	5,53	5,04	5,09	5,08	5,01	5,18	5,10	5,14	5,12	5,19	5,20	5,09	4,87	4,95	5,15	4,89	4,85	4,90	4,93
Secteur privé	4,97	5,09	5,24	5,20	5,16	5,50	5,34	5,32	5,30	5,30	5,10	5,15	5,00	4,98	5,48	4,96	4,86	4,97	5,03
- Durée moyenne des dépôts (mois)	25,2	19,4	19,2	18,8	17,8	19,1	17,96	17,53	33,32	18,22	20,10	18,87	19,50	15,62	13,45	13,50	13,44	13,92	13,00
(A-B) Marge moyenne d'intérêt (%)	3,6	3,3	3,3	3,3	3,3	3,1	2,8	3,2	3,1	3,3	3,4	3,7	3,6	3,5	3,0	3,2	3,5	3,0	3,2

* : données provisoires

Tableau 11 : Commerce extérieur de l'UEMOA au titre du premier trimestre 2012

A : Exportations

	Quatrième trimestre 2011*	Premier trimestre 2012*	Variation trimestrielle (%)	Glissement annuel
Produits du cacao	434,1	442,4	1,9	27,6
Produits du café	19,4	21,3	9,9	85,6
Produits du coton	22,8	132,3	481,4	-16,8
Produits de l'anacarde	94,7	127,5	34,6	108,6
Or et métaux précieux	526,0	569,5	8,3	20,7
Uranium	72,4	75,5	4,3	52,9
Produits pétroliers	455,4	556,9	22,3	1,1
Caoutchouc	228,6	250,7	9,7	102,3
Produits divers	1 137,89	1 158,84	1,8	39,6
TOTAL	2 991,19	3 334,93	11,5	28,1

Source : BCEAO, INS, Douanes.

Montants en milliards de FCFA

(*) Estimation pour le Bénin et la Côte d'Ivoire au titre du 4ème trimestre 2011.

(*) Estimation pour l'ensemble des pays au titre du premier trimestre 2012.

B : Importations

	Quatrième trimestre 2011*	Premier trimestre 2012*	Variation trimestrielle (%)	Glissement annuel
Produits alimentaires	928,2	1067,3	15,0	42,9
Biens de consommation courante	146,0	164,6	12,8	55,8
Produits énergétiques	981,6	1212,5	23,5	22,2
Biens intermédiaires	645,6	766,9	18,8	70,0
Biens d'équipement	779,4	743,3	-4,6	44,0
Produits divers	280,4	278,7	-0,6	48,8
TOTAL	3761,2	4233,4	12,6	41,1

Source : BCEAO, INS, Douanes.



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int